

# *l'Anti*capitaliste

N°151 | Décembre 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## NUMÉRO SPÉCIAL **PALESTINE**

HISTOIRE - DÉBATS - SOLUTIONS - ACTIONS

## ÉDITO

**Laurent Ripart**

La « marche contre l'antisémitisme » a dédramatisé les antisémites **3**

## DOSSIER

**JCR-RED et Maya Lavault**

Du partage de la Palestine historique à la deuxième Intifada **4**

**Joseph Daher** La libération de la Palestine et les régimes régionaux **10**

**Thierry Labica** Seize années d'enfermement de Gaza **13**

**Michel Warchawski** La seule chose qui importe à la société israélienne, c'est qu'un maximum « d'otages » soit libérés **16**

**Thierry Labica** Treillis verbal **18**

**Léon Crémieux**

Les circonvolutions de la politique française sur la Palestine et Israël **21**

**Michèle Sibony** « Confondre antisionisme et antisémitisme, c'est trahir ce qui était la majorité des juifs du monde d'avant la Deuxième Guerre mondiale » **24**

**Édouard Soulier** Quelles solidarités avec le peuple palestinien ? **27**

**Antoine Larrache et Terry Conway**

Une solidarité internationale avec les Palestiniens se construit **29**

**Entretien** Construire une nouvelle dynamique militante en Palestine **32**

**Joseph Daher** Quelle solution en Palestine ? **36**



## S'ABONNER PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

## PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :  
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :  
Des centaines de Palestiniens sont descendus dans la rue pour dénoncer le bombardement de l'hôpital al-Ahli dans la ville de Gaza. DR



Manifestation de soutien à la Palestine à Strasbourg, 18 novembre 2023. © Photothèque Rouge

## L'Anticapitaliste

*la revue mensuelle du NPA*

### Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Thierry Labica, Antoine Larrache, Maya Lavault, Héliène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Directeur de la publication :

Julien Salingue

### Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

### Diffusion :

01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration :

01 48 70 42 30  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire :

0519 P 11509

### Numéro ISSN :

2269-370X

### Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage :

3 000 exemplaires

### Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# La « marche contre l'antisémitisme » a dédiabolisé les antisémites

PAR LAURENT RIPART

*Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les plus hautes autorités de l'État ont invité l'extrême-droite à participer à une « marche républicaine ». Plus incroyable encore, ce blanc-seing donné aux héritiers de Pétain s'est fait sur le terrain de l'antisémitisme, autrement dit sur la question même qui les avait jusque-là rendus infréquentables.*

La marche du 12 novembre a constitué un succès politique inespéré pour Marine Le Pen, qui a fait de la « dédiabolisation » le cœur de sa stratégie politique. Celle-ci consiste à mettre en veilleuse l'antisémitisme traditionnel de son parti, afin de recentrer son discours sur l'islamophobie et la xénophobie, autrement dit sur un racisme qui peut sembler d'autant plus acceptable qu'il est quotidiennement relayé par les partis traditionnels.

## LA POLITIQUE DE « DÉDIABOLISATION » DU RN A ÉTÉ VALIDÉE

La « dédiabolisation » du RN n'a pas été une sinécure. Marine Le Pen a tout d'abord ouvert un espace à sa droite, dans lequel s'est engouffré Zemmour en faisant l'apologie de la politique juive de Pétain, afin de capter les orphelins des saillies antisémites de Jean-Marie Le Pen. La direction du RN s'est aussi trouvée incapable d'empêcher les dérapages répétés de ses militants, dont l'antisémitisme est une part constitutive de leur identité politique. Son discours est ainsi apparu comme peu crédible et les autorités du judaïsme français ont continué à considérer le RN comme une organisation antisémite. Ses déclarations d'amour à Israël n'ont pas eu beaucoup plus de succès : si le gouvernement Netanyahu a ouvert quelques ponts avec des cadres du RN, il s'est toujours refusé à recevoir Marine Le Pen à Jérusalem. Tout cela a volé en éclats le 7 octobre. Affichant un soutien inconditionnel à Israël, Le Pen s'est posée en égérie de la lutte contre l'antisémitisme, en affirmant qu'il constituait la conséquence de l'islamisme que le soi-disant laxisme des politiques migratoires de la France aurait encouragé. Avec ce discours, le RN s'est retrouvé sur la même ligne que le gouvernement, qui s'est trouvé empêtré dans une position de soutien inconditionnel à Israël, après s'être avancé sur le terrain de Le Pen, en lançant à la rentrée une nouvelle campagne islamophobe sur l'abaya pour poursuivre par une nouvelle loi xénophobe contre l'immigration.

## LE PS A OUVERT LA VOIE

Pour passer de la convergence politique à une manifestation commune, il fallait toutefois un déclencheur et celui-ci est venu du PS, lorsque le 5 novembre, Olivier Faure a proposé à toutes les forces politiques, RN compris, une grande marche contre l'antisémitisme. Bien que le PS ait aussitôt cherché à rétro-pédaler, la voie était ouverte : Braun-Pivet et Larcher s'y sont engouffrés le 7 novembre, en appelant à une marche contre l'antisémitisme, dont seule la FI

se trouvait en fait exclue. Soucieux d'isoler Mélenchon, EELV, le PS et le PC sont tombés dans le piège : alors qu'ils avaient refusé quelques jours avant de participer aux manifestations de solidarité avec la Palestine, au motif qu'elles ne se démarquaient pas assez du Hamas, ils ont appelé, pour la première fois de leur histoire, à défiler dans une manifestation commune avec Marine Le Pen, mais aussi avec Zemmour et Marion Maréchal, qui n'ont pas manqué de s'inviter à une table si généreusement ouverte.

La dynamique était telle que tous ceux qui ont participé à la manifestation en tentant d'en expulser l'extrême droite, se sont heurtés à un échec. Tel a été le cas du collectif Golem, qui a tenté d'impulser une manifestation dans la manifestation, en exigeant que l'extrême droite en parte, et se sont trouvés isolés par un cordon policier. Tel a aussi été le cas de ce manifestant qui a interpellé Le Pen, avant d'être aussitôt pris à partie par les sbires de la LDJ, une organisation d'extrême droite sioniste qui avait décidé d'assurer la sécurité du RN.

## L'ANCIENNE DROITE « RÉPUBLICAINE » A PERDU SA RAISON D'EXISTER

Bien que la marche du 12 novembre n'ait finalement pas rencontré un grand succès populaire, ne rassemblant dans toute la France que 182 000 manifestants, elle n'en a pas moins redessiné le champ politique. Effectué les 9 et 10 novembre, dans le contexte de la mise en place de la marche, un sondage IPSOS pour les Européennes situait le RN à 29 %, tandis qu'il ne crédait LR que de 6 %. La droite constitue ainsi la principale victime de ce jeu de dupes : dès lors que le RN est devenu un parti fréquentable, l'électeur traditionnel de la droite n'a plus aucune raison de préférer Wauquiez à une Marine Le Pen, désormais dédiabolisée.

La « marche contre l'antisémitisme » a ainsi donné au RN une nouvelle crédibilité. Disposant d'un potentiel électoral de 30 %, il peut aussi compter sur les réserves électorales de Zemmour, mais aussi de la droite qui a désormais perdu le monopole de l'étiquette « républicaine », autrement dit la seule raison qui lui permettait encore d'exister. Après l'heureuse surprise du 12 novembre, le RN se trouve désormais aux portes du pouvoir et ne pourra être arrêté qu'en faisant obstacle à la dynamique mortifère du choc des civilisations, qui permet aux populistes de surfer sur la vague islamophobe qu'il induit. □

# Du partage de la Palestine historique à la deuxième Intifada

**BROCHURES DES JCR-RED DE 2001 ET 2002 REVUES PAR MAYA LAVAUULT**

*À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde découvre l'ampleur du génocide juif. À cette époque, la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis ferment, sous toutes formes de prétextes, leurs portes à l'immigration juive. Sous la pression des grandes organisations sionistes confrontées à la montée du nationalisme palestinien sous l'effet de l'accélération de l'immigration juive et de l'accroissement rapide des colonies, la Grande-Bretagne, qui a reçu en 1919 de la SDN un mandat sur la Palestine, fait appel à l'ONU pour trancher la question. Une commission de l'ONU émet l'idée d'un partage tandis que les pays arabes prônent un État binational dans lequel coexisteraient Juifs et Arabes.*

## **DU PARTAGE DE 1947 À LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL (1948)**

Les sionistes utilisent plusieurs arguments pour encourager la proposition d'un partage: les intérêts électoraux des représentants de l'ONU qui pourraient être menacés par le poids électoral juif; l'histoire des Hébreux et de la Bible; les persécutions dont les Juifs ont été victimes; la responsabilité des pays occidentaux dans le génocide juif; l'apport économique qu'apporteraient les colons juifs aux Arabes, jugés pauvres et peu instruits.

Pour les grandes puissances impérialistes, même si leurs intérêts divergent sensiblement sur cette question, l'essentiel est d'avoir un pied au Moyen-Orient, dans le but de contrôler les ressources pétrolières potentielles et de faire barrage à l'influence soviétique. La création d'un État juif dans cette zone leur permet non seulement de «régler» le «problème» juif, mais surtout d'avoir un point d'appui sans avoir recours à la colonisation directe. Il faut par ailleurs rappeler que c'est l'URSS qui, la première, accepte l'idée du partage, y voyant un moyen de renforcer son «camp» dans un monde polarisé par les deux grandes puissances.

L'ONU décide de soumettre au vote l'idée du partage de la Palestine: 57 % du territoire total serait attribué à l'État sioniste ainsi que 80 % des terres céréalières et 40 % de l'industrie. En 1947, les Juifs ne représentent pourtant qu'un tiers de la population totale de Palestine. Le partage équivaut donc pour les Palestiniens à céder à une communauté minoritaire, composée de très récents immigrés, plus de la moitié d'un territoire qui leur revient de droit. L'idée d'un «État refuge» pour les rescapés de l'Holocauste apparaît clairement comme une façon pour l'Europe et les États-Unis de se décharger sur la Palestine de leur propre culpabilité. Le partage sera finalement approuvé par l'assemblée de l'ONU le 29 novembre 1947. L'ONU, jouet du rapport de force impérialiste, a donc failli à l'un de ses prétendus principes fondamentaux: le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dès le début de l'année 1948, les organisations sionistes armées s'attaquent à la population palestinienne. Elles commencent à mener une véritable guerre civile. Leur objectif: chasser les Palestiniens et «purifier» les territoires alloués à Israël de toute présence

non juive. Cette logique de purification passe par une politique de terreur, avec une série de massacres dont le plus connu est celui de Deir Yassine (9 avril 1948). Les Britanniques quittent la Palestine le 15 mai 1948. Le même jour, Ben Gourion proclame la création de l'État d'Israël sans en préciser les frontières. Dès lors, des pays arabes envoient des soldats pour empêcher la création de l'État sioniste. Au terme de cette guerre, que les Israéliens considèrent comme leur guerre d'indépendance, Israël agrandit son territoire d'un tiers, occupant 78 % de la Palestine historique.

Notons que la «guerre» de 1948 n'opposait pas le David juif au Goliath arabe. Non seulement le déséquilibre militaire n'allait pas dans ce sens, mais il faut noter que les États arabes, et notamment la Jordanie, ne voulaient pas d'un État palestinien. Des rencontres entre le roi de Jordanie et Golda Meir, dirigeante israélienne, ont eu lieu avant la déclaration d'indépendance israélienne de mai 1948: un partage tacite de la Palestine historique avait été conclu. Ceci ne relève pas de l'anecdote, car c'est ce qui va déterminer par la suite la politique des États

arabes vis-à-vis de la question palestinienne : une hostilité affichée à l'État d'Israël et un soutien de façade aux Palestiniens afin de satisfaire leurs populations qui se solidarisent avec le peuple palestinien, mais aucune volonté de se mettre à dos les puissances occidentales en mettant en pratique les beaux discours.

### L'IMPLANTATION DE L'ÉTAT SIONISTE (1949-1967)

En 1949, Israël entre à l'ONU. La résolution 273 lui enjoint de mettre en œuvre les précédentes résolutions sur la Palestine qui ordonnent de rapatrier les réfugiés qui le désirent ou d'indemniser celles et ceux qui renonceraient au retour. Cependant, Israël refuse de prendre en compte le retour des réfugiés palestiniens. Il s'approprie par une série de lois les possessions palestiniennes, soit 300 000 hectares et plus de 70 000 habitations non détruites. Pour les sionistes, l'occupation des maisons palestiniennes résout le problème de l'absorption des immigrants juifs. Tout est fait pour, d'une part, occuper la place « laissée vide » en occupant les maisons ou en créant de nouvelles colonies, et d'autre part empêcher tout retour des réfugiés dans leur village d'origine. À côté de cela, la « loi du retour », instaurée en 1950, crée un droit d'immigration en Israël pour toute personne de confession juive à travers le monde.

150 000 Palestiniens sont restés en Israël malgré la guerre. La loi martiale leur est imposée : beaucoup seront placés en détention sans charge et emprisonnés sans procès, parfois pendant plusieurs années. En 1950, Israël leur « accorde » la nationalité israélienne et le statut de citoyens à part entière. Mais dans la réalité, la loi israélienne ne leur accorde que des droits « partiels », institutionnalisant ainsi une véritable discrimination. En effet, la loi leur interdit d'habiter certaines villes, d'acheter des terres à des Juifs, d'accéder au regroupement familial lors de mariages avec des non Israéliens. Une loi d'urgence permet même à l'État de confisquer leurs terres, tandis qu'une autre, sur l'éducation, fixe comme objectif pédagogique la promotion de la culture juive et de l'idéologie sioniste. De nombreux villages palestiniens ne sont pas reconnus par l'État, qui leur refuse l'accès à l'eau courante, au chauffage et à l'électricité. C'est une



véritable logique d'apartheid qui se met en place.

La Cisjordanie et Gaza sont annexées respectivement par la Jordanie et l'Égypte. En 1956, le chef d'État égyptien Nasser demande aux États-Unis et à la Grande-Bretagne une aide financière pour réaliser le barrage d'Assouan sur le Nil. Ils la refusent. En réaction, Nasser nationalise la Compagnie britannique du canal de Suez le 25 juillet 1956. Le 28 juillet, la France et la Grande-Bretagne, qui y voient une menace pour leurs intérêts économiques, envisagent une riposte militaire. Ils signent donc un accord secret avec Israël pour attaquer l'Égypte. Le 29 octobre, les blindés israéliens envahissent le Sinaï égyptien. Le 6 novembre, les forces franco-britanniques débarquent en Égypte. Mais devant les menaces des États-Unis et de l'URSS qui entendent diriger seuls la politique internationale, la coalition fait marche arrière. Israël prouve ainsi son engagement et son efficacité au côté des puissances impérialistes, espérant en contrepartie obtenir des appuis diplomatiques et des aides financières. Jusqu'en 1967, la France sera le principal allié de l'État sioniste (livraison d'avions Mirage, aide à la recherche nucléaire...)

### LA MISE EN PLACE DE LA COLONISATION TOTALE DE LA PALESTINE

La guerre de 1967, dite des « Six-Jours », qui oppose une nouvelle fois Israël à ses voisins arabes, est en réalité préparée par l'État sioniste cinq ans auparavant. Israël traverse alors une grave crise économique. Dans le contexte des provocations verbales du chef

d'État égyptien, qui n'avait en fait ni les moyens ni l'intention de se lancer dans une guerre (comme l'ont reconnu plus tard des généraux israéliens), l'incertitude gagne les populations israéliennes et arabes. Alors que la Syrie craint une intervention d'Israël sur son sol, Nasser réaffirme la force et l'unité arabes : il mobilise ses forces armées et décide de faire le blocus du détroit de Tiran, seul débouché maritime d'Israël vers l'Asie. Le gouvernement israélien utilise ce prétexte pour réagir le 5 juin 1967 : l'aviation israélienne détruit la plupart des bases aériennes égyptiennes ainsi que les blindés présents dans le désert du Sinaï. En une journée, l'Égypte est à terre. La Jordanie considère qu'elle doit se joindre à la guerre, la moitié de ses citoyens étant des Palestiniens réfugiés de 1948. Israël profite de cette occasion pour pouvoir s'emparer de la vieille ville de Jérusalem, occuper la totalité de la Cisjordanie et prendre d'assaut les hauteurs du Golan syrien. L'URSS, alliée de la Syrie, fait pression sur les États-Unis pour faire voter la résolution 242 enjoignant Israël à quitter immédiatement les territoires conquis. Cette demande restera lettre morte. En seulement six jours, l'État sioniste a quadruplé son territoire. Plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens reprennent à nouveau le chemin de l'exode, et c'est désormais toute la Palestine historique qui se retrouve sous occupation israélienne.



Le gouvernement israélien met alors en place sa politique de colonisation de la Cisjordanie et de Gaza. Suivant un plan destiné à contrôler la population palestinienne, il commence la construction de colonies dans des lieux stratégiques: le long de la frontière avec l'Égypte ou de la Jordanie, autour des grandes villes palestiniennes, et principalement autour de la partie palestinienne, à l'est de Jérusalem. Pour permettre la construction de ces colonies, Israël confisque des terres palestiniennes et va jusqu'à détruire des milliers de maisons. Enfin, il prend le contrôle des réserves aquifères pour les destiner majoritairement aux colons qui viennent s'installer.

### LA RÉPRESSION DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE (1967-1987)

Six semaines après la guerre, un petit groupe de combattants palestiniens de l'OLP (parmi lesquels Yasser Arafat) quittent leur refuge de Syrie et traversent le Jourdain pour la première fois. À l'origine, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), créée en 1964, était une tentative des dirigeants des régimes arabes du Moyen-Orient de contrôler les aspirations nationalistes palestiniennes. De petits mouvements s'opposaient déjà: le Fatah, fondé par Yasser Arafat en 1959, voulait maintenir la lutte en Palestine alors que le mouvement nationaliste de Georges Habbache avait en théorie l'objectif de renverser les régimes arabes. Mais en favorisant avant tout l'action terroriste spectaculaire

comme moyen d'action principal, les groupes nationalistes palestiniens ne se donnent pas les moyens de développer un mouvement autonome des masses, qui constitue pourtant le seul moyen de faire reculer l'état sioniste. Les combattants du Fatah commencent à recruter et à entraîner des petites cellules de résistance pour frapper Israël. Ils posent des pièges contre l'armée d'occupation. Mais quand l'État sioniste exerce des «représailles», c'est le royaume de Jordanie qui encaisse les coups. Le FPLP d'Habbache se lance quant à lui dans de spectaculaires attaques terroristes. La présence des combattants palestiniens sur le sol jordanien, l'hostilité avouée de certains d'entre eux, comme le FPLP, à l'autoritarisme du régime jordanien ainsi que le soutien qu'ils recueillent des réfugiés, amènent le roi Hussein de Jordanie à précipiter les choses. En septembre 1970, les soldats et blindés jordaniens encerclent les camps de réfugiés palestiniens et tuent plus de 3 500 Palestiniens. Les résistants palestiniens sont expulsés de Jordanie vers la Syrie et le Liban. En octobre 1973, une autre guerre (la guerre du Kippour) est déclenchée par l'Égypte et la Syrie dans le but de récupérer les territoires conquis par Israël en 1967. C'est un nouvel échec.

Israël s'engage à nouveau dans une guerre qui va changer la donne dans la région. Après avoir envahi en 1978 le sud Liban pour y créer un front dit de «sécurité», Israël envisage de chasser définitivement les résistants palestiniens qui agissent depuis le pays. À la source de cette guerre: Ariel Sharon,

ministre de la Défense du gouvernement Likoud. Avec l'appui de son premier ministre Begin, il lance l'offensive contre la population libanaise qu'il va tenir en otage en bombardant toutes les villes du sud du pays ainsi que sa capitale Beyrouth. Ariel Sharon passe également un accord avec les phalangistes libanais chrétiens hostiles à la présence de l'OLP. Les Libanais, qui payent cher le prix de cette présence – entre 25 000 à 30 000 personnes meurent sous les bombardements –, somment les résistants palestiniens de l'OLP de quitter le pays. Contraints et forcés, l'OLP et Arafat quittent le pays, sous la protection d'un contingent international (États-Unis, France, Grande-Bretagne) pour aller se réfugier en Tunisie. Pour l'État sioniste, ce n'est qu'un demi-succès, car l'autre but inavoué de cette campagne de terreur était de placer à la tête de l'État libanais son allié Béchar Gemayel, le chef des phalangistes chrétiens, qui meurt dans un attentat à Beyrouth juste après le départ de l'OLP. En réaction, les forces israéliennes reçoivent l'ordre d'entrer dans le quartier musulman de Beyrouth afin d'y «maintenir l'ordre». Les troupes phalangistes participent aux combats et, le 15 septembre, ils décident d'un commun accord avec Sharon de «nettoyer» les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila. L'armée israélienne encercle les camps, tandis que les phalangistes s'y livrent à un véritable massacre. On dénombre plus de 2 000 morts, en majorité des enfants, des femmes et des vieillards. Une commission d'enquête israélienne attribua par la suite une responsabilité «indirecte» de Sharon dans le massacre, qui le contraignit à démissionner. Avec ces massacres, devant lesquels la «communauté internationale» se tait, Israël pense en avoir fini avec les aspirations nationales et la résistance du peuple palestinien.

### DES PIERRES CONTRE LES CHARS: LA PREMIÈRE INTIFADA (1987-1993)

Après l'expulsion des mouvements de la résistance palestinienne de Jordanie (1970) et du Liban (1982), le gouvernement israélien pensait ne plus trouver d'obstacle à sa mainmise sur la Cisjordanie et Gaza. Sur le terrain, la colonisation, les destructions de maisons et la répression se poursuivent de plus belle. Sur le plan politique, le gouvernement



Première Intifada dans la bande de Gaza. © Efi Sharir / Photographer: Israel Press and Photo Agency (I.P.P.A.) / Dan Hadani collection, National Library of Israel / CC BY 4.0

israélien échoue dans la mise en place d'une élite palestinienne qui serait capable de maintenir l'ordre efficacement et sur la durée. En effet, l'immense majorité de la population des territoires rejette radicalement l'occupation et réclame le retour des réfugiés et des directions politiques en exil.

Le 9 décembre 1987, un accident mortel provoqué par un véhicule israélien dans le camp de Jabalya, au nord de Gaza, déclenche le soulèvement généralisé des camps de réfugiés et des villes palestiniennes. Pour la première fois, l'armée israélienne doit faire face à un mouvement de masse luttant sans armes à feu, mais simplement avec des pierres pour empêcher l'avancée des chars israéliens. L'image d'un Israël en danger, cerné d'armées arabes prêtes à le détruire ne tient plus. Le déséquilibre des forces devient une évidence, et les Palestiniens apparaissent enfin pour ce qu'ils et elles sont : des résistants contre une occupation qui dure depuis vingt ans, pas des terroristes ! Plus habituée à mener des guerres, l'armée israélienne tente de maintenir l'ordre par la terreur et la répression. Ainsi, le futur prix Nobel de la Paix Yitzhak Rabin, alors ministre de la Défense, ordonne de casser les membres des jeunes palestiniens pour les dissuader de jeter des pierres. Au total, la répression fera plus d'un millier de morts en cinq ans, auxquels il faut ajouter des dizaines de milliers de blessés et de prisonniers, les tortures, les destructions de maisons et de champs...

Devant l'ampleur de la répression, le doute commence à s'installer chez de nombreux soldats israéliens, jusque dans l'état-major. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il est impossible de mater définitivement un mouvement de masse mené par une population à qui l'État israélien ne reconnaît par ailleurs aucun droit d'expression politique. La violence démesurée de la répression va même pousser des centaines de jeunes appelés israéliens à refuser de servir dans les territoires occupés, malgré les condamnations à des peines de prison. Pour la première fois, le gouvernement israélien va être amené à se poser la question d'une issue politique à la révolte des Palestiniens, ce qui implique d'ouvrir un dialogue avec les Palestiniens elles et eux-mêmes, sans passer par les dirigeants des pays arabes voisins.

Si l'Intifada a popularisé l'image du

chebab jetant des pierres, elle n'en a pas moins impliqué l'ensemble de la société palestinienne. La direction politique du soulèvement est assurée par la coordination des différents comités populaires constitués dans les camps de réfugiés, les quartiers, les villages et les fabriques. Syndicalistes et militantes d'organisations féministes bousculent un peu plus les structures traditionnelles de la société palestinienne. Les comités prennent en charge tous les aspects de la révolte : grèves, aide aux blessés, aux démunés, approvisionnement des jeunes qui affrontent l'armée, éducation, formation politique...

Mais dès 1988, la direction en exil de l'OLP reprend les affaires en main. Les déclarations officielles du mouvement n'émanent plus de la coordination des comités populaires mais directement de l'OLP, ce qui alimente les frustrations et grossit les rangs du jeune mouvement islamiste radical Hamas, installé à Gaza avec la complicité des dirigeants israéliens, qui voient d'un mauvais œil le développement d'un mouvement de masse populaire, radicalement laïc et démocratique. Diviser pour mieux régner !

En cinq ans d'Intifada, l'État israélien aura appris à ses dépens qu'il ne peut contrôler une population occupée comme il contrôle ses frontières. Dès lors, son gouvernement cherche à maintenir le contrôle de la terre et de l'eau, sans avoir à gérer la population arabe. Or la monarchie jordanienne a renoncé en 1988 au contrôle administratif qu'elle exerçait partiellement en Cisjordanie et ne se pose plus en représentante des Palestiniens. Cela a pour effet d'ouvrir enfin la perspective d'un État palestinien que l'OLP n'a cessé de réclamer. L'OLP devient donc incontournable, même si le gouvernement israélien n'est pas immédiatement disposé à négocier avec elle.

#### **LA MISE EN PLACE DU PROCESSUS D'OSLO (1993-2000) : UN PROCESSUS DE PAIX... PAS TRÈS ÉQUITABLE !**

Outre le nouveau rapport de force imposé par l'Intifada et l'enlisement de l'armée israélienne dans les territoires, plusieurs éléments poussent Israël à accepter l'ouverture de négociations.

La chute progressive du bloc de l'Est permet aux États-Unis de revoir à la hausse leur stratégie offensive au Moyen-Orient ; les États arabes, et en premier lieu la Syrie (ennemi principal

d'Israël) qui ne peut plus compter sur le soutien soviétique, sont poussés à rejoindre la coalition qui mène l'attaque contre l'Irak pendant la guerre du Golfe (1991). Parallèlement, le régime de Saddam Hussein fait apparaître le « deux poids deux mesures » de la politique des Nations unies, qui exigent militairement le retrait irakien du Koweït sans en imposer autant à Israël pour les territoires occupés. L'OLP soutiendra d'ailleurs l'Irak, mettant les USA dans l'embarras car le mouvement de résistance palestinienne bénéficie d'une forte popularité dans l'ensemble du Monde arabe. Cette situation contraint donc les États-Unis et Israël à donner quelques gages à l'OLP, d'autant plus qu'elle a officiellement renoncé aux actes terroristes et à ses revendications sur l'ensemble de la Palestine mandataire (correspondant aux frontières de 1916), se contentant de la revendication d'un État palestinien sur les 22 % de la Palestine que constituent les territoires occupés. D'ailleurs, ni la gauche pacifiste israélienne ni un certain nombre de gouvernements européens ne cachent plus longtemps leurs contacts avec l'OLP.

Le feu vert intéressé des États-Unis permet donc en 1991 l'ouverture de la conférence de Madrid... en l'absence des Palestiniens ! C'est cependant la première fois qu'un gouvernement israélien accepte de discuter du conflit dans le cadre d'une conférence internationale. Celle-ci ouvre la voie à des négociations secrètes entre le parti travailliste israélien et l'OLP à Oslo. Les accords issus de ces négociations seront signés à Washington sur la pelouse de la Maison Blanche le 13 septembre 1993, entre le premier ministre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat : alors que l'OLP reconnaît officiellement l'existence d'Israël, le gouvernement israélien se contente de reconnaître l'OLP comme « représentant légitime du peuple palestinien » et de lui accorder l'installation partielle d'une autorité souveraine dans les territoires. La question de l'État palestinien est repoussée à plus tard : c'est l'option « *Gaza et Jéricho d'abord* ».

Outre la reconnaissance « mutuelle », les accords de Washington prévoient cinq années de négociations devant



régler point par point tous les désaccords en vue d'établir un statut permanent pour les territoires occupés. Mais au fur et à mesure que se succèdent les accords intérimaires, la volonté israélienne de conserver le contrôle effectif des territoires apparaît de plus en plus claire. On peut citer pour exemples :

- **Le protocole de Paris (1994)**: l'économie palestinienne est légalement placée sous le contrôle effectif d'Israël, qui obtient de façon officielle d'importants moyens de pression financiers sur l'Autorité Palestinienne.

- **Oslo II (1995)**: sous prétexte de redéploiement des forces armées israéliennes hors de six villes palestiniennes, la Cisjordanie est découpée en trois types de zones. Les zones A sont placées sous contrôle effectif de l'Autorité Palestinienne; les zones B sont sous administration civile palestinienne mais dépendent d'Israël sur le plan sécuritaire; quant à la zone C, la seule qui soit géographiquement continue, elle reste sous contrôle total israélien. Au fur et à mesure des nombreux accords intérimaires, l'armée israélienne est censée se redéployer pour laisser davantage de zones autonomes aux Palestiniens. Mais les calendriers ne seront jamais respectés par Israël et, au maximum du retrait de ses forces (février 2000), les zones A autonomes ne représentent que 18 % de la Cisjordanie (en huit zones disjointes), contre 60 % pour la zone C.

- **Le protocole sur Hébron (1997)**: l'armée israélienne maintient son occupation dans la vieille ville d'Hébron pour « protéger » 400 colons juifs extrémistes et armés. On peut l'interpréter comme un message politique adressé aux Palestiniens signifiant qu'Israël refuse de démanteler ses colonies dans les territoires occupés.

Tout au long du processus, l'argument sécuritaire est systématiquement employé par les différents gouvernements israéliens pour retarder le calendrier des négociations et des redéploiements. En mai 1999, au terme de la période intérimaire prévue par les accords d'Oslo, l'Autorité Palestinienne accepte de reporter la déclaration d'indépendance de l'État palestinien pour ne pas compromettre les négociations à venir. En effet, trois thèmes majeurs n'ont pas encore été abordés: le statut de

Jérusalem-Est, annexée par Israël et revendiquée comme capitale par les Palestiniens, le sort des colonies juives, et celui des réfugiés palestiniens de 1948.

#### **UN PROCESSUS « DE PAIX » QUI CONDUIT AU RENFORCEMENT DES BOUCLAGES, DE LA COLONISATION ET DE LA CHASSE AUX OPPOSANTS POLITIQUES**

La mise en œuvre des accords d'Oslo s'accompagne de nouvelles restrictions à la circulation des Palestiniens, en particulier de celles et ceux qui doivent travailler en Israël. Le processus dit « de paix » renforce de fait l'apartheid subi par les Palestiniens. Les nouvelles mesures restrictives sont régulièrement aggravées par des bouclages internes autour des zones autonomes. Ceux-ci sont déclenchés à la suite de troubles, qu'ils soient provoqués par des attentats-suicides ou des tirs contre les positions israéliennes, ou bien par des provocations israéliennes ou des attaques de colons. Ces bouclages, souvent très longs, asphyxient d'une part toute l'économie palestinienne, et renforcent d'autre part le morcellement de la société palestinienne. L'argument sécuritaire dissimule en fait de véritables punitions collectives qui ne font que renforcer le camp islamiste opposé au processus d'Oslo.

Mais le record de l'hypocrisie est atteint avec la politique de colonisation pratiquée par les différents gouvernements israéliens tout au long du processus. En 1992, le gouvernement Rabin annonce le gel de la construction de nouvelles colonies dans les territoires occupés, mais refuse de l'intégrer à la déclaration de principe issue d'Oslo. De fait, le nombre de colons va doubler pendant les sept années que va durer le processus, le nombre d'implantations augmentant notamment par extension des colonies existantes. C'est le gouvernement travailliste d'Ehud Barak (1999-2001) qui bat tous les records, en faisant notamment passer des implantations sauvages (donc illégales au regard de la loi israélienne) pour de simples extensions. Son prédécesseur Benjamin Netanyahu (1996-1999) était moins subtil lorsqu'il lançait la construction de nouvelles colonies.

En fait, les dirigeants israéliens s'engagent dans une véritable course de vitesse: ils cherchent à gagner le maximum de terrain avant l'ouverture

des négociations pour un règlement final. Ils ont de fait réussi à miner tout le processus de paix en rendant impossible l'unité géographique d'un hypothétique État palestinien.

Avec les accords d'Oslo et la mise en place du gouvernement de l'Autorité Palestinienne (24 membres qui devaient être acceptés par les États-Unis et Israël), on assiste à la liquidation de l'OLP, mouvement de libération national bureaucraté et à direction petite-bourgeoise, mais mouvement de libération national malgré tout, qui avait la tâche de représenter l'ensemble des Palestiniens, y compris les réfugiés habitant en dehors des territoires occupés, au profit d'une Autorité Palestinienne mise en place par l'impérialisme, et dont le président Arafat n'a été élu « légitimement » que par les Palestiniens des territoires occupés, soit moins de la moitié de la population palestinienne.

Force est de constater que dès 1995 et la mise en place de la police palestinienne dans les zones autonomes, celle-ci ne s'est pas contentée de chasser les « terroristes », mais a couramment arrêté et torturé les opposants politiques au processus d'Oslo. Cette police a pour rôle essentiel de sauvegarder la jeune bureaucratie palestinienne qui a besoin de donner un minimum de garanties sécuritaires à Israël pour conserver ses parcelles de pouvoir et détourner tranquillement des sommes censées impulser le développement de l'économie et des services publics palestiniens. Avec le processus de paix s'éloigne la perspective d'une véritable émancipation du peuple palestinien, puisque aux formes d'auto-organisation démocratiques de l'Intifada a succédé un pouvoir autocratique sans État, prêt à brader les aspirations légitimes de la population pour se maintenir, et qu'en outre la corruption de cette minorité ne cesse de creuser les inégalités sociales.

Dans le combat pour la libération du peuple palestinien, les intérêts du riche commerçant palestinien qui fait des affaires avec l'Europe, l'Irak et Israël n'est pas tout à fait le même que l'intérêt d'un réfugié des camps. Ils ne sont pas menacés au même degré par la politique de l'État d'Israël. Les compromissions de l'OLP, puis de l'Autorité Palestinienne, reflètent cette volonté pour les Palestiniens les plus riches de conserver leur privilège, y compris en



remettant à bien plus tard toute libération effective du peuple palestinien.

### DES ACCORDS DE CAMP DAVID II À LA DEUXIÈME INTIFADA (SEPTEMBRE 2000)

En juillet 2000, à quelques mois des élections présidentielles américaines, Bill Clinton convainc Ehud Barak d'ouvrir les négociations sur le statut final des territoires: c'est le deuxième sommet de Camp David. Israël propose alors de laisser 87 % de la Cisjordanie à l'Autorité Palestinienne en annexant le reste, lieux saints musulmans de Jérusalem-Est compris. En outre, le gouvernement Barak ne veut pas entendre parler de retour ou de dédommagement des réfugiés palestiniens. Très en-deçà des résolutions de l'ONU, les rares propositions nouvelles et sans garanties des Israéliens sont inacceptables pour les Palestiniens, et le sommet échoue.

En effet, l'Autorité Palestinienne a déjà trop concédé et a poussé par ses compromis la population qu'elle est censée représenter dans des conditions souvent pires qu'aux temps de l'occupation intégrale par les forces israéliennes. A l'été 2000, elle sait que son caractère corrompu et autoritaire, son rôle de police supplétive d'Israël, sont de plus en plus contestés par une part croissante de Palestiniens. Accepter un compromis sur le statut final des territoires signifie la délégitimation, voire le suicide de l'Autorité Palestinienne. Ses dirigeants ne peuvent dès lors qu'appuyer la colère montante de la population, qui n'attend qu'une étincelle pour exploser face à l'intransigeance des positions israéliennes. C'est ce que va provoquer le « boucher de Sabra et Chatila », Ariel Sharon, en visitant sous une imposante escorte policière offerte par le Premier ministre travailliste Ehud Barak, l'esplanade des mosquées, lieu saint de l'islam à Jérusalem. Ce 28 septembre 2000 marque la mort définitive du processus d'Oslo et le signal d'une nouvelle Intifada, désormais seule possibilité pour les Palestiniens de faire valoir leur aspiration à la justice et à l'autodétermination.

La visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées est donc l'élément qui fait éclater au grand jour une colère populaire jusqu'alors relativement contenue. On assiste, dans les jours et les semaines qui suivent, à des manifestations massives, que ce soit à Gaza ou



Caterpillar D9 militarisé près de la barrière de Cisjordanie. © joeskillet - CC BY 2.0

en Cisjordanie. On compte rapidement des dizaines de morts, notamment dans la Bande de Gaza où la violence de l'armée israélienne est sans précédent puisqu'elle répond en tirant systématiquement à balles réelles sur les manifestants et sur les lanceurs de pierres. Phénomène notable: les Palestiniens d'Israël, que l'on nomme – d'une formule malheureuse – les « Arabes israéliens », se soulèvent et affrontent à leur tour une répression sauvage, puisque treize sont tués dans les premiers jours d'octobre. Rappelons qu'à cette époque c'est toujours le « travailliste » Barak qui est au pouvoir, ce qui incite le journaliste du Haaretz (quotidien israélien) J. Alghazy à pousser ce cri: « *Mon armée tire sur mon peuple!* » La violence de la répression se conjugue avec la volonté de l'Autorité Palestinienne de contrôler le soulèvement. En effet, l'Autorité, qui trouve son intérêt à voir la colère de la population se tourner vers Israël plutôt que contre elle-même, ne souhaite pas se laisser dépasser par la base. Elle empêche qu'il y ait un semblant d'auto-organisation (comités de base) en s'autoproclamant, notamment par la voix de Marwan Bargouthi, numéro 1 du Fatah en Cisjordanie, direction légitime du soulèvement palestinien. Elle ne souhaite pas que le soulèvement soit trop massif et qu'il s'installe dans la durée, mais elle y voit surtout un moyen de se relégitimer aux yeux de la population et de revenir à la négociation avec un poids plus important. La violence israélienne est responsable de la rapide disparition des manifestations de masse au profit d'actions

plus militaires et donc moins populaires. Mais l'Autorité, plus exactement le Fatah, qui va favoriser les groupes armés Tanzim (officiellement) et des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa (officieusement), y a également contribué. Le soulèvement populaire va donc très rapidement s'essouffler au profit d'une bataille uniquement militaire que les Palestiniens ne peuvent pas gagner face à la quatrième armée du monde.

Ainsi, l'éclatement de la deuxième Intifada en septembre 2000, provoqué par le criminel de guerre Sharon, a marqué la fin des illusions créées par le processus d'Oslo. En sept années, cette soi-disant « *chance historique pour la paix* » n'a jamais apporté la moindre amélioration des conditions de vie du peuple palestinien enfermé dans les bantoustans créés par l'occupation israélienne. Dans ces véritables prisons à ciel ouvert que sont la bande de Gaza et la Cisjordanie, les dernières illusions sont définitivement tombées. Il n'y a plus désormais qu'un seul objectif: « *survivre* ». Et tenir. Ne pas rejouer 1948 et 1967. Ne plus lâcher un seul pouce de terrain, quitte à en mourir. Trompés pendant des décennies par les dirigeants arabes et la communauté internationale, les Palestiniens savent aussi qu'ils et elles sont une épine dans le pied d'Israël et des pays arabes voisins, qui ne rêvent tous que d'une seule chose: la liquidation définitive de la question palestinienne.

Seule la lutte en commun de tous les opprimés et la solidarité internationale de tous les peuples permettra de mettre un terme à l'oppression du peuple palestinien! □

# La libération de la Palestine et les régimes régionaux

PAR JOSEPH DAHER\*

*Les dirigeants de pays arabes et musulmans, lors d'un sommet conjoint de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) réuni le 11 novembre 2023 dans la capitale saoudienne, ont condamné les actions « barbares » des forces d'occupation israéliennes dans la bande de Gaza, mais se sont abstenus d'énoncer des mesures économiques et politiques punitives à l'encontre d'Israël.*

Le communiqué final a exigé que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution « contraignante » pour mettre fin à « l'agression » israélienne. Cette absence d'action démontre des divergences entre les différents États, mais surtout des tentatives de la part d'autres pour rester inactifs face à la guerre israélienne contre Gaza ou pour instrumentaliser cette cause palestinienne afin de servir les intérêts propres à chaque État, loin de toute considération pour les classes populaires palestiniennes. Cette situation s'inscrit dans des contours historiques régionaux.

## APRÈS LA NAKBA, PANARABISME ET CAUSE PALESTINIENNE

Après la Nakba en 1948, un certain nombre de Palestiniens s'investissent dans des organisations politiques à vocation panarabiste. Les nationalistes panarabistes s'inscrivaient à bien des égards avec d'autres mouvements tiers-mondistes dans une perspective de transformation sociale progressive des structures socio-économiques de l'oppression et de la domination. La politique économique des mouvements nationalistes arabes de Nasser et du Ba'th des années 1960 se caractérise par un capitalisme d'État qui promeut, d'une part, une stratégie hostile aux capitaux étrangers et à certains secteurs privés nationaux, et, d'autre part, une politique qui a pour objectif une vaste redistribution de la richesse au sein de leurs sociétés. Cela se traduit aussi par un soutien à la résistance palestinienne naissante contre l'ennemi israélien.

Cependant, ces régimes ont pérennisé l'absence de référent démocratique commun. De même, toute autonomie du mouvement ouvrier et toute forme d'opposition de gauche et progressiste sont violemment réprimés, et les minorités nationales sont souvent la cible d'une politique oppressive, comme les kurdes en Syrie.

Dans l'ensemble des pays de la région, à la suite de la défaite de la Guerre des six jours en 1967, un vent de forte radicalisation se lève, affectant tout particulièrement la jeunesse et s'inscrivant dans la vague mondiale de radicalisation qui allait culminer en 1968. L'expression la plus visible de cette radicalisation au Moyen-Orient fut l'expansion très rapide des organisations de lutte armée parmi les réfugiés palestiniens, en Jordanie en premier lieu, et leur prise de contrôle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), initialement créée par la Ligue des États arabes, sous la tutelle de l'Égypte. À la suite de la défaite de la Guerre des six jours, l'OLP va se radicaliser rapidement, adopter une nouvelle charte nationale (en juillet 1968), et intégrer les différentes organisations armées palestiniennes. En 1969, les organisations palestiniennes conquièrent leur autonomie par rapport aux pays arabes. Le Fatah contrôle l'OLP et Yasser Arafat accède à sa tête. Cependant, la crise des régimes nationalistes arabes est profonde. La défaite des régimes radicaux en Égypte et en Syrie lors de la guerre des Six Jours représente un tournant cinglant au niveau régional,

et compris pour la question palestinienne. L'Égypte, la Syrie et d'autres États vont progressivement abandonner leurs précédentes politiques sociales radicales et anti-impérialistes. Leurs méthodes de développement capitalistes d'État ont commencé à stagner. En conséquence, ils optent pour un rapprochement avec les pays occidentaux et leurs alliés des monarchies du Golfe, et adoptent le néolibéralisme, mettant un terme à de nombreuses réformes sociales qui leur avaient valu une popularité parmi des secteurs des travailleurs et des paysans. Les régimes vont également se retourner contre le mouvement national palestinien cherchant des compromis avec Israël.

## LES RÉGIMES RÉGIONAUX TRAHISSENT LA LUTTE DE LIBÉRATION

À partir des années 1970, la répression du mouvement national palestinien et le rapprochement, la normalisation ou une forme de compromis tacite avec l'État d'Israël vont marquer les décennies suivantes. Un premier clash a lieu en Jordanie: la monarchie écrase le mouvement national palestinien en 1970 dans les événements appelés Septembre noir, tuant des milliers de personnes et expulsant l'OLP.

En Égypte, à la suite à la mort du dirigeant Nasser en septembre 1970, le nouveau régime, dirigé par Anouar al-Sadate, va imposer une nouvelle orientation à la politique égyptienne en rupture avec le Nassérisme. Il va d'un côté établir une alliance tacite avec le mouvement des Frères musulmans contre les forces nationalistes

et progressistes dans le pays, et de l'autre mettre en place la politique de l'infitah, qui est essentiellement une série de mesures promouvant la libéralisation et la privatisation économique du pays. De même, un rapprochement progressif a lieu pour se consolider en lien solide, et cela jusqu'à aujourd'hui, entre Washington et Le Caire à la suite de la conclusion des accords de Camp David et de la signature officielle des accords de paix entre l'Égypte et Israël en 1979. Le régime égyptien devient alors le deuxième récipiendaire de l'aide américaine (principalement militaire) après Israël, à hauteur de plus d'un milliard de dollars annuels. De même, l'Égypte collabore au blocus de Gaza par Israël depuis 2007.

L'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad en Syrie marque également une rupture avec la politique de son prédécesseur Salah al-Jadid qui soutenait les actions armées palestiniennes depuis le territoire syrien. Hafez al-Assad est issu de la section dite « pragmatique » du Parti Ba'ath, qui n'était pas en faveur de politiques sociales radicales et de confrontation avec les pays conservateurs de la région, comme les monarchies du Golfe. L'objectif de Assad était en effet d'assurer la stabilité de son régime et l'accumulation du capital en apaisant les secteurs les plus puissants des milieux d'affaires syriens. En même temps, cela signifie mettre fin aux actions armées palestiniennes et plus généralement à toute forme de résistance depuis la Syrie contre Israël, y compris pour libérer le Golan syrien occupé. Entre 1974 et 2011, pas une seule balle ne sera tirée depuis le territoire syrien contre Israël. Plus grave encore, le régime syrien ne va pas hésiter à réprimer et attaquer les Palestiniens et le mouvement national palestinien.

En 1976, le régime syrien d'Hafez al-Assad intervient au Liban contre les organisations palestiniennes et libanaises de gauche pour soutenir les partis libanais d'extrême droite. Il a également mené des opérations militaires contre des camps palestiniens à Beyrouth en 1985 et 1986. En 1990, environ 2 500 prisonniers politiques palestiniens étaient détenus dans les prisons syriennes.<sup>1</sup> Si le régime syrien a accueilli et soutenu le Hamas pour une période, il a radicalement réduit l'aide qu'il lui apportait lorsqu'il a refusé de soutenir la contre-révolution du régime contre le soulèvement démocratique en 2011 et l'a poussé au départ en 2012. Les deux acteurs ont

rétabli des relations politiques en 2022 à la suite d'une médiation du Hezbollah libanais. Cette évolution sert les intérêts de Téhéran afin de consolider son influence dans la région et rétablir les relations entre ses deux alliés.

Plus récemment, le processus de normalisation des accords d'Abraham en 2020, commencé par le président étatsunien Trump et poursuivi par Biden, vise à renforcer l'influence étatsunienne dans la région en renforçant l'intégration politique avec les États de la région, et à renforcer l'intégration économique de l'État d'Israël au Moyen-Orient. Cela était aussi un des objectifs des accords (mort-nés) d'Oslo conclus entre l'OLP et Israël en 1993. Les processus de normalisation officielle entre Israël et ses alliés dans la région, en particulier les monarchies du Golfe, qui avaient pour la majorité d'entre elles des relations antérieures avec Israël, ont pour objectif d'isoler encore davantage la question palestinienne, tout en renforçant une alliance régionale soutenant les États-Unis, opposée à l'Iran et garantissant la stabilité autoritaire néolibérale de la région.

D'autres régimes régionaux cherchent de leur côté à soutenir certains groupes palestiniens pour servir leurs objectifs politiques, tel que l'Iran ou la Turquie. Tout en maintenant des liens politiques avec le Hamas, l'Iran avait néanmoins réduit son aide à l'organisation après le départ de l'organisation palestinienne de la Syrie en 2012 et le désaccord qui s'en était suivi sur cette question. Il a fallu attendre le remplacement de Khaled Meshaal par Ismael Haniya à la tête du Hamas en 2017 pour ouvrir la porte à des relations plus étroites entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran. De plus, la nomination de Cheikh Saleh al-Arouri – l'un des fondateurs de la branche armée du Hamas, les Brigades al-Qassam – au poste de chef adjoint du bureau politique du groupe, a également facilité cette évolution. Tout comme l'élection de Yahya Sinwar, autre membre fondateur des brigades al-Qassam, à la tête du mouvement à Gaza. En effet, la branche militaire a toujours entretenu des liens étroits avec l'Iran, contrairement au bureau politique du mouvement dirigé par Meshaal. En fait, les dirigeants des Brigades al-Qassam se sont opposés aux tentatives de Meshaal pendant son mandat d'éloigner le Hamas de l'Iran et du Hezbollah, en faveur d'une amélioration des relations avec la Turquie, le Qatar et même l'Arabie saoudite à un

moment donné. Les relations renouvelées et approfondies avec l'Iran ne sont toutefois pas faites sans critiques dans la bande de Gaza et même parmi les bases populaires du Hamas. Une photo du défunt commandant de la Force iranienne Quds, le général Qassem Soleimani, affichée sur un panneau publicitaire dans la ville de Gaza, a été vandalisée et démolie quelques jours seulement avant le premier anniversaire de sa mort. L'assassinat de Soleimani par une frappe américaine à Bagdad en 2020 a été fermement condamné par le Hamas, et Haniyeh s'est même rendu à Téhéran pour assister à ses funérailles. L'instigateur de l'action, Majdi al-Maghribi, a accusé Soleimani d'être un criminel. Plusieurs autres banderoles de Soleimani ont également été démontées et vandalisées, une vidéo montrant un individu le décrivant comme le « tueur des Syriens et des Irakiens ». C'est sans oublier la collaboration de Téhéran avec l'impérialisme américain en Afghanistan et en Irak. C'est pourquoi, lors du soulèvement irakien de 2019, les manifestantEs ont défilé sous le slogan « Ni les États-Unis ni l'Iran »<sup>2</sup>. Ces seuls exemples déconstruisent l'idée que l'Iran est un allié fiable de la cause palestinienne ou qu'il est un État anti-impérialiste.

De même, la Turquie, malgré les critiques de Recep Tayyip Erdogan à l'égard d'Israël, entretient des liens économiques étroits avec ce pays. Erdogan a augmenté le volume des échanges avec Tel Aviv, qui est passé de 1,4 milliard de dollars à son arrivée au pouvoir à 6,5 milliards de dollars en 2020<sup>3</sup>. Ainsi, les régimes limitent leur soutien à la cause aux domaines où elle fait avancer leurs intérêts régionaux et la trahissent quand ce n'est pas le cas. Plus récemment, la Turquie et Israël ont soutenu l'agression et l'occupation militaire de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, initialement contrôlé par les Arméniens, et principalement peuplé d'Arméniens. Les drones israéliens et turcs, ainsi que le soutien des services de renseignement des deux pays, se sont avérés essentiels à la victoire de l'Azerbaïdjan sur les forces armées arméniennes. Cette occupation a poussé plus de 100 000 personnes vers l'exode sur une population totale de 120 000.



## STRATÉGIE ET LIMITES DES MOUVEMENTS POLITIQUES PALESTINIENS

Après l'échec de sa stratégie consistant à s'appuyer sur le soutien politique des régimes régionaux et à s'allier avec eux, l'OLP s'est tournée vers une approche encore plus ruineuse consistant à rechercher un accord de paix négocié par les États-Unis et d'autres grandes puissances. L'espoir était d'obtenir un règlement à deux États par le biais des accords d'Oslo conclus en 1993. Cela a été un échec cuisant à tous les niveaux pour les Palestiniens.

Plus généralement, aucun de ces partis – le Fatah, le Hamas, le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et d'autres – ne propose une stratégie politique capable de mener à la libération de la Palestine.

Les partis politiques palestiniens dominants ne considèrent pas les masses palestiniennes, les classes ouvrières régionales et les peuples opprimés comme les forces capables de gagner la libération de la Palestine. Au lieu de cela, ils cherchent des alliances politiques avec les classes dirigeantes de la région et leurs régimes pour soutenir leur lutte politique et militaire contre Israël. Ils collaborent avec ces régimes et plaident pour la non-intervention dans leurs affaires politiques, alors même que ces régimes oppriment leurs propres classes populaires et les Palestiniens à l'intérieur de leurs frontières. L'un des exemples clés de l'évolution de cette approche se situe en Jordanie en 1970, et a culminé avec les événements connus sous le nom de Septembre noir. Malgré la force, l'organisation et la popularité de l'OLP en Jordanie – un pays dont la population est composée à 70 % de Palestiniens – la direction du Fatah de Yasser Arafat a d'abord refusé de soutenir une campagne visant à renverser le dictateur du pays, le roi Hussein. En réponse, et avec le soutien des États-Unis et d'Israël, Hussein a déclaré la loi martiale, et avec les gouvernements arabes régionaux largement passifs, Hussein a attaqué les camps de l'OLP, tué des milliers de combattants et de civils palestiniens, et finalement chassé l'OLP de Jordanie vers la Syrie et le Liban. Malgré cette histoire, et ses expériences

ultérieures en exil, l'OLP a poursuivi cette stratégie de collaboration et de non-intervention dans les affaires internes pendant des décennies. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, soutient généralement l'ordre politique en place dans la région. Abbas a notamment envoyé un message de félicitations au despote syrien Bachar al-Assad pour « sa réélection »<sup>4</sup> en mai 2021, malgré la répression brutale exercée par Assad contre les Palestiniens participant au soulèvement syrien et la destruction du camp de réfugiés de Yarmouk. Le Hamas poursuit une stratégie similaire; ses dirigeants ont cultivé des alliances avec les monarchies du Golfe, en particulier, plus récemment, le Qatar, ainsi qu'avec le régime fondamentaliste d'Iran. En 2012, Ismail Haniyeh, Premier ministre du gouvernement du Hamas à Gaza à l'époque, a fait l'éloge des « réformes »<sup>5</sup> de Bahreïn alors que le régime, avec le soutien de ses alliés du Golfe, a écrasé le soulèvement démocratique du pays. De nombreux dirigeants du Hamas y voyaient un coup d'État « confessionnel »<sup>6</sup> des chiites de Bahreïn soutenus par l'Iran. En avril 2018, l'ancien dirigeant du Hamas Khaled Mashal a fait l'éloge de l'invasion et de l'occupation d'Afrin en Syrie par la Turquie<sup>7</sup> lors d'une visite à Ankara. Il a déclaré que « le succès de la Turquie à Afrin sert d'exemple solide », en espérant qu'il sera suivi par des « victoires similaires de l'oumma islamique dans de nombreux endroits du monde ». L'occupation d'Afrin par les forces armées turques et ses mandataires syriens réactionnaires a chassé plus de 150 000 personnes, principalement kurdes, et réprimé celles qui sont restées. Malheureusement, la gauche palestinienne a, pour l'essentiel, mis en œuvre sa propre version de la même stratégie. Elle aussi s'est abstenue de critiquer la répression de son peuple par ses alliés. Le FPLP, par exemple, n'a émis aucune objection aux crimes du régime syrien et a même soutenu son armée contre les « conspirations étrangères », déclarant que Damas « restera une épine dans le visage de l'ennemi sioniste et de ses alliés ». Les relations du FPLP avec la théocratie iranienne<sup>8</sup> suit un schéma similaire.

### CONCLUSION

La clé pour développer une meilleure stratégie de libération est de placer la Palestine dans le contexte régional. Il

existe une relation dialectique entre les luttes des Palestiniens et des classes populaires régionales : lorsque les Palestiniens se battent, cela déclenche un mouvement régional de libération, et le mouvement régional alimente en retour celui de la Palestine occupée. D'ailleurs on voit dans les dernières manifestations en solidarité avec le peuple palestinien que les critiques des politiques de ces régimes ne sont jamais loin de leurs compromissions envers Israël à leurs autoritarismes.

Le ministre d'extrême droite Avigdor Lieberman<sup>9</sup> a d'ailleurs reconnu le danger que représente les soulèvements populaires régionaux pour Israël en 2011 lorsqu'il a déclaré que la révolution égyptienne qui a renversé Hosni Moubarak et ouvert la porte à une période d'ouverture démocratique dans le pays était une plus grande menace pour Israël que l'Iran.

La stratégie de la révolution régionale basée sur la lutte des classes par en bas à la base est le seul moyen de gagner la libération contre Israël d'un côté et des régimes autoritaires régionaux de l'autre, ainsi que de leurs soutiens impérialistes, des États-Unis à la Chine et à la Russie. □

**Le 15 novembre 2023**

\* Joseph Daher est militant de la IV<sup>e</sup> Internationale en Suisse, professeur invité à l'Institut universitaire européen à l'Institut universitaire européen. Il est l'auteur notamment de Syrie, le martyr d'une révolution, 2022, éditions Syllepse, 20 euros, et de Le Hezbollah : Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme, 2019, éditions Syllepse, 20 euros.

1) Pour plus d'informations sur les collaborations entre des mouvements de gauche syriens et palestiniens en Syrie à cette période voir « Le Parti de l'Action Communiste syrien. Expérience et héritage », Joseph Daher, Contretemps web, 9 février 2021.

2) « 'No to America... No to Iran': Iraq's Protest Movement in the Shadow of Geopolitics », Taif Alkhudary, LSE Middle East Centre Blog, 20 janvier 2020.

3) « Turkey-Israel trade increases, as relations worsen – Report », Ahval, 15 mai 2021.

4) « Abbas congratulates Al-Assad for re-election as Syrian president », Middle East Monitor, 26 juin 2014.

5) « Sa Majesté le Roi reçoit Haniyeh et souligne l'importance d'unifier les rangs palestiniens », Alayam, 4 février 2012.

6) « La lumière au bout de leurs tunnels ? Le Hamas et les soulèvements arabes, rapport sur le Moyen-Orient n°129 », Reworld, 14 août 2012.

7) « Quels acteurs sont satisfaits de la victoire d'Erdogan ? », Nozhan Etezadosaltaneh, International Policy Digest, 3 mai 2018.

8) « Bénissez Khamenei pour l'issue des élections. Le Front populaire félicite Ibrahim Raisi pour avoir remporté l'élection présidentielle iranienne », Front populaire de libération de la Palestine, 20 juin 2012.

9) « L'Égypte plus dangereuse que l'Iran », Hillary Zaken, The Times of Israel, 22 avril 2012.

# Seize années d'enfermement de Gaza

PAR THIERRY LABICA

*Des élections législatives se sont tenues dans les territoires occupés fin janvier 2006, les premières depuis dix ans. Contre toute attente, et au terme d'un processus électoral dont la régularité fut reconnue par tous, c'est le Hamas qui remporta la victoire électorale.*

Le Hamas voyait ainsi sa base électorale renforcée après avoir déjà gagné plusieurs sièges au terme de scrutins locaux aux cours des années précédentes. Comme le note l'historien des relations israélo-américaines, Jerome Slater, ces résultats n'étaient en rien révélateurs d'une hostilité religieuse anti-israélienne particulière de cette base électorale Hamas. Ce vote exprimait l'espérance d'une amélioration socio-économique de la condition des Gazaouis, espérance en partie inspirée par une réalité de l'ampleur comme de l'ancienneté des réseaux d'œuvres sociales du Hamas.<sup>1</sup> Ce résultat n'en occasionna pas moins un profond dilemme, comme l'a expliqué la spécialiste de la région, Rosemary Hollis: pour les États membres de l'UE qui s'étaient faits les chantres de ce projet démocratique, comment maintenir l'aide financière à l'AP quand, selon leurs propres législations, cette Autorité palestinienne serait désormais conduite par une organisation qu'ils avaient eux-mêmes désignée comme terroriste quelques années plus tôt.<sup>2</sup>

À cette époque, il se trouve des responsables politiques non-Hamas prêts à participer à un gouvernement Hamas, et dans l'électorat ayant voté pour le Hamas se trouvaient une majorité de gens favorables à une solution à deux États. Le Hamas, force électorale, proposa d'élargir la constitution de son gouvernement dans la cadre d'une coalition. En outre, et comme le rapporte Jean-Pierre Filiu, Ismaïl Haniyeh, le dirigeant du Hamas, déclarait dans le *Washington Post* que «si Israël se

retire des frontières de 1967, nous établirons une paix par étapes». J-P Filiu précise: «Il se dit prêt à reconnaître Israël, à condition que l'État hébreu s'engage publiquement à "donner un État au peuple palestinien et à lui reconnaître ses droits."»<sup>3</sup>

Dans ces conditions, Hamas s'engageait à une trêve de dix ou quinze ans afin de «connaître l'intention réelle d'Israël», rapporte Slater. Toujours en 2006, Haniyeh, maintenant Premier ministre, s'adressa «secrètement au président Bush pour lui demander de mettre fin au boycott américain de Hamas et de s'engager "dans des négociations directes avec le gouvernement élu"». Selon le journal *Haaretz*, ce courrier exprimait des craintes pour la stabilité et la sécurité de la région, redisait l'acquiescement à un État palestinien dans les frontières de 1967 tout en proposant une trêve de long terme et un renouvellement «automatique» du cessez-le-feu.

Ce ne fut pas le seul message de ce genre. Tous, explique J. Slater, furent ignorés, même quand ces propositions (incluant la fin de la résistance armée en cas de reconnaissance des droits du peuple palestinien) furent rendues publiques.

Toutefois, là encore, ces propositions, ouvertures et engagements de la part de l'organisation alors devenue le principal acteur politique du moment furent ignorées. Quelques mois plus tard, en février 2007 à La Mecque, un accord était trouvé entre Fatah et Hamas suite à une médiation du roi Abdullah d'Arabie saoudite: le Hamas s'engageait, là encore, à reconnaître et accepter les

accords antérieurs et à former un gouvernement d'unité nationale.<sup>4</sup>

Dans cette courte séquence politique charnière, nombres de responsables politiques jugèrent pourtant nécessaire de tenter de surmonter les préventions et dispositions existantes à l'égard du Hamas et de reconnaître et inclure le Hamas comme acteur politique central. Ce fut le cas de Chris Patten, figure de premier plan de la politique étrangère britannique au moment de la rétrocession de Hong Kong à la Chine populaire; de responsables du gouvernement Blair et du ministre Jack Straw, qui estimaient que le maintien d'échanges directs avec les élus locaux du Hamas relevait de leur devoir diplomatique même. Tony Blair lui-même jugeait que le Quartet (Nations unies, UE, États-Unis, Russie) devait accepter, sous certaines conditions, le principe d'une négociation avec un gouvernement de coalition comprenant le Hamas.<sup>5</sup>

Le tandem israélo-américain persista dans son rejet en intensifiant sa stratégie d'isolement et de strangulation du gouvernement de la bande de Gaza, à défaut d'être parvenu à le renverser.

## **BOYCOTT, DÉINVESTISSEMENT ET SANCTIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONTRE L'OCCUPÉ: PREMIÈRES MESURES (JANVIER 2006 – JUIN 2007)**

Un boycott commença à être mis en œuvre dès la mi-février 2006: pour la



première réunion à Ramallah du parlement nouvellement élu, les parlementaires du Hamas furent empêchés de se rendre en Cisjordanie et durent suivre la séance en visioconférence.

La désignation d'Ismaïl Haniyeh au poste de Premier ministre fut immédiatement suivie de sanctions financières : Israël suspendit le transfert à l'AP des taxes prélevées par Israël sur les échanges avec Gaza et la Cisjordanie, mesure dénoncée par l'ONU.

Les États-Unis, en lien avec Israël, et la communauté internationale coupèrent Gaza du reste du monde, sans travail, sans nourriture et sans recours. Privée des financements internationaux habituels, elle ne disposait dès lors plus des ressources nécessaires pour payer ses 162 000 employés. Ainsi, au moment où le Hamas « fit clairement savoir qu'il entendait gouverner normalement sans sanctions ni menaces permanentes d'attaques israéliennes », le boycott engagé en juin 2006 suite à la constitution de la plateforme gouvernementale palestinienne « relevait d'une forme de punition collective contre l'ensemble de la population palestinienne et, à ma connaissance, précise la spécialiste S. Roy, fait inédit dans l'histoire de ce conflit : la communauté internationale imposait des sanctions à l'occupé plutôt qu'à l'occupant ».

Il apparut un peu plus tard, en 2008, que le gouvernement Bush avait préparé en secret un projet de renversement du gouvernement Hamas devant permettre à Abbas une reprise du pouvoir dans des conditions d'un état d'urgence.

De très violents affrontements eurent

lieu à Gaza entre Hamas et Fatah en juin 2007, dans ce qui prenait clairement les traits d'une guerre civile palestinienne. En repoussant les combattants du Fatah, Hamas installa son pouvoir à Gaza le 13 juin. Le même jour, Abbas procéda à la dissolution du gouvernement d'unité et au renvoi du Premier ministre Haniyeh. Le boycott international imposé à l'AP par les États-Unis et l'UE put alors prendre fin, et de son côté Israël débloqua les 562 millions de dollars de prélèvements fiscaux dus à l'autorité nationale palestinienne et qu'il avait retenus jusqu'à cette date. Dans le même temps, le blocus de la bande de Gaza gouvernée par le Hamas allait durcir sa logique d'isolement.

### 5 NOVEMBRE 2008 : GAZA, LABORATOIRE DE L'ANÉANTISSEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Suite à la prise de pouvoir du Hamas en juin 2007, plusieurs pays et entités internationales se sont employés à administrer, avec des moyens bureaucratiques sophistiqués, le processus d'enfermement de la population de Gaza dans des conditions de pauvreté abjectes. Israël, l'UE, les États-Unis, le Canada, l'Égypte, ou l'AP sous la présidence Abbas. Ce qui suit vise à en donner une idée générale.

Le 5 novembre 2008, Israël mit en place ses mesures de confinement systématique de la bande de Gaza. Des marchandises de toute nature (alimentation, médicaments, carburant, papier, colle, tasses à thé...) n'entrent alors qu'en quantités très restreintes, voire n'entrent plus du tout. 4,6 camions de produits alimentaires

passent la frontière chaque jour au cours de ce mois de novembre. Selon Oxfam, on en dénombrait 123 chaque jour le mois précédent, et en décembre 2005, 564. Conséquence quasi immédiate du blocus : cinq semaines plus tard, le 18 décembre, l'UNWRA dut suspendre toute ses distributions alimentaires, que ce soit au titre de ses programmes d'urgence ou de distribution régulière. Or, au cours de cette même année 2008, on recensait déjà à Gaza 1,1 million de destinataires de l'aide alimentaire, sur une population de 1,4 million d'habitants.

Pour s'en tenir à la logique d'ensemble : Gaza doit être vidée de toute dimension politique, strictement dissociée de la Cisjordanie sur le plan territorial, culturel, administratif, social et économique, pour être réduite à un pur état de subsistance qui permet de reléguer ce territoire au statut de strict enjeu humanitaire. En cela, Gaza peut être aussi considérée comme un laboratoire de ce que Sara Roy a appelé *dé-développement*. Dans ce cadre, la succession des épisodes de bombardements peut être comprise comme autant d'accélération de l'entreprise d'écrasement social, économique, psychique de Gaza déjà menée dans le cadre « normal » de l'organisation stratégique de la pénurie.

Reste la contribution internationale à cet enfermement, dont on ne retient ici que quelques exemples.

Les politiques de soutien (économique, militaire, diplomatique...) systématique et multiforme des États-Unis à Israël sont globalement connues et prévisibles. Ceci ne doit cependant pas conduire à sous-estimer des inflexions importantes notamment quant au processus historique d'identification et de fusion des intérêts israéliens et étatsuniens, en particulier dans les années du tournant néoconservateur (2000) et de l'arrivée au pouvoir du sionisme chrétien évangélique avec l'élection du « ticket » Trump-Pence. Les deux pays n'ont cessé de former depuis lors un tandem singulier d'une hostilité affichée aux instances de la « communauté internationale ».

Pour s'en tenir au processus d'isolement et d'abandon, trois développements valent d'être rappelés : sous Trump, fin 2018, les États-Unis mirent un terme à leur financement de l'UNWRA dont dépend le maintien de services éducatifs, de santé, de services sociaux pour



Tunnel, Rafah, Bande de Gaza.  
© Marius Arnesen — CC BY-SA 2.0

les PalestinienNEs réfugiéEs. Jusqu'à cette date, les États-Unis, avec des montants compris entre 300 et 350 millions de dollars annuels (soit un tiers du budget annuel de l'agence, 1,1 milliard de dollars), étaient le plus important contributeur de l'agence. Ces coupes budgétaires ont été particulièrement catastrophiques pour Gaza où l'UNWRA dépense environ 40 % de son budget dans son aide apportée à près d'un million de réfugiés.

En septembre de la même année, les États-Unis avait également annoncé un retrait de 200 à 230 millions de dollars de financement de projets de développement à Gaza et en Cisjordanie, administrés par l'Agence américaine de développement international (USAID).

En 2007 et 2008, le Canada contribuait aux ressources de l'UNWRA à hauteur 28 millions de dollars par an. Cette contribution fut réduite de près de 10 millions de dollars en 2009, puis de 4 millions de dollars en 2010 pour atteindre les 15 millions de dollars. Trois ans plus tard en 2013, le Canada décida de mettre un terme pur et simple à toute contribution financière à l'UNWRA. Ceci représenta alors la perte de ressource la plus lourde qu'ait connue l'agence à cette date. Si le Canada a repris ses donations après 2013, les positions de l'ambassadeur canadien à l'ONU, Bob Rae, au cours du mois d'octobre 2023, poursuivent l'orientation néoconservatrice prise par ce pays à partir de 2003. Le boycott par l'ambassadeur canadien de la commémoration de la Nakba organisée à l'ONU en mai 2023 en était un signe tout à fait clair.

L'Égypte a une longue histoire, remontant aux années 1970, de coopération avec Israël dans la carcéralisation de Gaza. En 2007, elle (avec la Jordanie) participa à la tentative de renversement armé du gouvernement Hamas. Un bref moment de répit fut accordé à la bande de Gaza lors d'éphémère passage au pouvoir de M. Morsi et des Frères musulmans en Égypte, entre 2011 et l'obtention de la majorité parlementaire et le coup d'État de Sissi en juin 2013. Le Caire est connu pour son rôle de médiateur clé entre Israël et Hamas au cours des dernières années. Mais l'Égypte a aussi participé au blocus de la bande de Gaza et à la destruction de tunnels d'une importance vitale dans l'allègement des effets du blocus sur la circulation des marchandises (et non pour la seule question des armes).

Il faut enfin tenir compte du rôle de



Des travailleurs palestiniens attendent au terminal d'Erez pour entrer dans la bande de Gaza, juillet 2005. Domaine public.

l'AP et de M. Abbas dans l'aggravation de la situation à Gaza, au-delà des événements de 2006-2007. En juillet 2017, afin d'inciter le Hamas à renoncer à son contrôle du territoire, le président Abbas décida de renvoyer 6145 employéEs travaillant dans les secteurs de l'éducation, de la santé et d'autres services publics de Gaza. Par ailleurs, l'AP refusait toujours de payer les salaires des 50 000 personnels de l'administration gazaouie au service du gouvernement Hamas *tout en continuant de verser les salaires* de ses propres 70 000 agentEs publics de Gaza qui eux *ne travaillent plus* depuis 2007, lorsque Hamas chassa le Fatah hors de ce territoire. Le coût de la manœuvre était compris en 45 et 60 millions de dollars par mois, financés par l'Arabie saoudite, l'UE et les États-Unis.

Un peu plus tôt, en avril 2017, l'AP avait déjà adopté des mesures punitives : baisses substantielles des salaires des agents publics dont certains ne reçurent que 30 % de leur salaire habituel, mais aussi coupures l'électricité ou restrictions des services médicaux et des financements de la santé.

Et il faut au moins mentionner la manière dont la division entre Cisjordanie-Fatah et Gaza-Hamas et l'ostracisation générale de Gaza, a été encore renforcée par la canalisation des fonds de donateurs qui en a résulté vers la partie cisjordanienne.

Les conditions d'appauvrissement extrême, de pression intense sur l'ensemble de la société gazaouie, et d'absence totale de perspective, ont vu, en particulier depuis 2014, l'accroissement des problèmes de violences

domestiques, des divorces, des phénomènes de prostitution, de consommation de drogue, devenus beaucoup moins exceptionnels, et des suicides, dont les suicides d'enfants. Se sont ajoutées à cela une audience et une attractivité accrues de factions armées telles que l'EIL (ardemment combattues par le Hamas) non tant par conviction que pour les quelques revenus qui peuvent en être retirés.<sup>6</sup>

Le 7 octobre – dont, au fil des semaines, il semble qu'il reste encore beaucoup à apprendre – fut une étape terrible dans la longue histoire de violence qu'impose l'occupation depuis des décennies et la destruction coloniale de tout projet d'État palestinien. Cette histoire qui passe par au moins cinq épisodes de bombardements, les tueries des Grandes marches du retour et les exécutions « ordinaires » de PalestinienNEs dans les Territoires occupés, sur fond de privation collective internationalement programmée, ne prendra fin qu'avec la fin de l'occupation ; jamais avec « l'élimination du Hamas », désormais prétexte de la poursuite des mêmes politiques, des mêmes consensus, compromissions et lâchetés, en toujours pire. □

1) Jerome Slater, *Mythologies Without End: the US, Israel, and the Arab-Israeli Conflict 1917-2020*, Oxford UP, 2021, p.284

2) R. Hollis, *Britain and the Middle East in the 9/11 Era*, Wiley-Blackwell, 2010, p.150

3) J-P Filiu, *Histoire de Gaza*, [2012], Pluriel, 2015, p.402-403.

4) Cf. Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza: Engaging the Islamist Social Sector*, Princeton, 2011, p.41.

5) Hollis, p.148, 154, 155, et Sara Roy, *Hamas and Civil Society in Gaza*, p.49.

6) S Roy, *Unsilencing Gaza*, Pluto Press, 2021, p.98.

# La seule chose qui importe à la société israélienne, c'est qu'un maximum « d'otages » soit libéréEs

ENTRETIEN AVEC MICHEL WARCHAWSKI

*Michel Warchawski, journaliste et militant de la gauche radicale antisioniste et lié à la IV<sup>e</sup> Internationale en Israël, est l'auteur notamment de Un autre Israël est possible<sup>1</sup>, avec Dominique Vidal et Israël : chronique d'une catastrophe annoncée... et peut-être évitable<sup>2</sup>. Il nous raconte son point de vue depuis Israël et les grandes difficultés de la situation.*

**L'Anticapitaliste: Peux-tu décrire les forces en présence au pouvoir en Israël?**

**Michel Warchawski:** Actuellement, il y a un cabinet d'urgence, à cause de la situation à Gaza. L'opposition s'est provisoirement jointe au gouvernement. Mais le gouvernement israélien, tel quel, c'est l'extrême droite, représentée par Netanyahu, et l'extrême droite fasciste, représentée par Itamar Ben-Gvir.

Le Likoud, le parti de Netanyahu, est le parti de la droite traditionnelle. Il a été fondé par Menahem Begin, mais s'est encore fortement droitisée. C'était l'opposition de droite à l'époque où les travaillistes étaient au pouvoir. L'extrême droite radicale, de Ben-Gvir, est essentiellement un parti lancé par les colons les plus extrémistes et qui a eu des succès réels, notamment d'un point de vue électoral.

**On dit souvent que ce gouvernement, c'est l'extrême droite, voire que ce sont des fascistes ou des nazis. Qu'est-ce que tu penses de cette caractérisation? Est-ce qu'elle te paraît correcte?**

Non, je ne crois pas. Le fascisme, dans la tradition marxiste, est un concept très défini : un mouvement de masse, qui réagit à une crise institutionnelle grave, qui mobilise ces mêmes masses, souvent marginalisées, ou paupérisées, pour un changement de régime. Si on utilise le mot fasciste

pour dire que c'est mauvais, que c'est puant, d'accord... mais ce n'est pas une définition suffisamment scientifique à mes yeux. On n'est pas du tout dans un contexte de fascisation en opposition à un mouvement ouvrier qui serait pusiçant, car ce n'est pas du tout le cas aujourd'hui. Là, on est plus dans un cadre colonial que dans un cadre capitaliste « normal ».

**Et du coup, le corollaire est qu'il y a encore des droits démocratiques qui permettent d'exprimer les divergences?**

Oui, encore qu'il y a un durcissement très net de la répression sous le prétexte de soutien au terrorisme, et on peut mettre n'importe quoi derrière ce terme. Le régime, ces dernières semaines, s'est extrêmement durci. Il y a toujours eu en Israël une liberté d'expression assez forte, mais c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. Je connais beaucoup d'amis qui n'écrivent plus sur leur Facebook car ils ont peur, par exemple.

**Selon toi, qu'est-ce qui explique ces radicalisations vers l'extrême-droite, du point de vue des masses, mais aussi du point de vue de la classe dominante?**

C'est d'abord un choix politicard. Pour se maintenir au pouvoir, Netanyahu avait besoin d'une majorité et tout était bon pour l'avoir, y compris s'associer à des gens qui étaient considérés, même par parti de Netanyahu, comme des voyous

qu'on ne fréquente pas. Mais il a besoin d'eux pour avoir la majorité, et se maintenir au pouvoir.

**Est-ce que cela correspond à une aspiration dans la classe dominante? Est-ce que celle-ci est très liée à l'impérialisme extérieur, ou est-ce qu'elle possède une autonomie d'action?**

Elle a une très grande autonomie d'action, mais elle est très dépendante des États-Unis d'Amérique. Je trouve une métaphore parlante : Israël est la queue et les Américains sont le chien, mais il s'avère ici que la queue peut faire bouger le chien.

**Cette classe dominante a fait le choix de l'extrême droite, ou ce sont plus les combinaisons politiciennes qui sont à l'origine de la situation?**

Ce sont plus les combinaisons politiciennes. Si on prend ce qui est le cœur de la classe dominante en Israël, la high-tech, ce milieu n'est pas du tout dans la même option. Il est beaucoup plus globalisé, beaucoup moins dépendant, et il est même, parfois, hostile à la droite voyou et aux colons.

**Il semble qu'il y a une grande différence politique entre ce qui se passe dans les colonies, l'état d'esprit des colons, et puis le reste de la société.**

Je dirais qu'il y a trois éléments principaux dans la société. Le premier, ce sont effectivement les colons, qui ont



un poids pas forcément essentiellement numérique – encore que ce soit assez substantiel – mais surtout un poids politique important. Il y a d'autre part ce qu'on appelle les villes de développement, ce qu'on appelle chez vous les banlieues sauf que chez nous, les banlieues sont à 50 km des grandes villes, et sont sous-développées par rapport au reste. Et puis il y a une nouvelle capitale intellectuelle et culturelle d'Israël, qui est Berlin! Les intellectuels plutôt ouverts, plutôt progressistes, s'en vont à Berlin, qui est vraiment devenue la capitale intellectuelle d'Israël.

### **Et dans les colonies, il y a une radicalisation ?**

Oui, clairement, si on peut être encore plus radical qu'ils ne l'étaient. Cette radicalisation se retranscrit par un regain de brutalité contre les villages palestiniens qui les entourent.

### **Les camarades algériens expliquent qu'il y a une dynamique particulière aux colonies de peuplement, dans les connexions entre la population colonisée et la population coloniale. J'aurais voulu savoir ce que tu penses de ça.**

Ce n'est pas du tout le même cas de figure chez nous parce que les colonies françaises n'étaient pas collées à la France. Nos colonies sont dans le même espace que le reste du pays. Même si formellement il y a Israël et les territoires palestiniens occupés, en fait, c'est un même espace, une même police, et en ce sens-là, c'est pas du tout la même chose.

### **Est-ce que tu penses que des liens sont possibles entre colonisés et population du pays colonisateur ?**

Il y a eu pendant longtemps un combat contre l'occupation mené en Israël et en collaboration, avec les palestiniens et leur lutte, et je dirais même une collaboration étroite pendant une bonne décennie. Aujourd'hui, c'est beaucoup moins le cas. Le peu qui existe encore se fait dans les relations politiques, même si elles se sont beaucoup réduites.

### **Netanyahou est fragilisé, que ça soit en termes parlementaires ou en termes politiques, avec le fait qu'une partie importante de l'opinion lui met les attaques du 7 octobre sur le dos. Est-ce que tu penses que ces critiques sont plutôt progressistes ou**

### **au contraire, elles peuvent être les prémices d'une nouvelle détérioration de la situation en Israël ?**

Les positions qui s'expriment contre Netanyahou viennent autant de la droite que de la gauche, ou plutôt du centre gauche. Il ne faut pas oublier une chose : Netanyahou est avant tout un homme corrompu, avec trois chefs d'accusation pour corruption contre lui. C'est un homme motivé uniquement par ses intérêts personnels. Il est fortement attaqué. Il l'a été avant la crise actuelle, et le sera tout de suite après. Tout le monde dit que le jour où la situation se calmera, « on règlera les comptes ». Et là, ça peut aller loin, dans sa propre coalition comme avec l'opposition.

### **Tu penses que la gauche peut tirer son épingle du jeu ?**

Quelle gauche ? La partie de l'opposition qui peut faire tomber Netanyahou est le centre droit. À part ce qu'on appelle le bloc arabe, soutenu par quelques milliers de juifs, l'opposition est elle-même de droite. Mais pas corrompue, du moins, d'après ce qu'on en sait.

### **De chez nous, on voit passer beaucoup de textes, mais c'est sûrement un miroir déformant, de militantEs israélienNEs qui critiquent le sionisme, qui avancent sur un état unique et laïque et non discriminatoire. Est-ce que c'est vraiment limité à quelques intellectuelLEs, ou est-ce qu'il y a des courants militants qui se retrouvent sur ces positions ?**

C'est très marginal dans la population juive. Et honnêtement c'est très français de se préoccuper d'un sujet qui n'est pas du tout à l'ordre du jour, celui de la solution. Un État, deux États, une fédération, qu'est-ce qu'on en sait ? On n'est pas du tout dans l'étape de la recherche de solutions, on est en plein problème. Et celle-ci se dessinera lorsque le rapport de forces changera, je pense qu'alors la solution s'imposera d'elle-même, quelle qu'elle soit.

### **Alors selon toi qu'est-ce qui est à l'ordre du jour ?**

Aujourd'hui, l'urgence est de s'exprimer : d'abord parce qu'il y a une chape de plomb après le massacre d'IsraélienNEs qui a eu lieu dans ce qu'on appelle l'enveloppe de Gaza. La société n'ose pas s'exprimer, même sa partie progressiste ou ouverte. Aujourd'hui, on fait front,

le discours hégémonique est qu'on est menacé, que le Hamas est la pire des choses, que ce sont des tueurs. Il y a donc aujourd'hui très peu d'expressions de solidarité avec les Palestiniens. Même si ça peut changer rapidement.

### **Il y a un accord pour une trêve limitée et des échanges de prisonniers. Est-ce ça peut ouvrir un espace pour la gauche en Israël ?**

Non, on n'est pas dans une période d'ouverture pour une opposition, qu'elle soit de centre-gauche, à gauche, et certainement pas radicale.

La seule chose qui importe à la société israélienne, c'est qu'un maximum « d'otages » soit libéréEs. Et il y a un mouvement des familles, pas large mais réel qui demande que ce soit prioritaire : payer le prix qu'il faut, accepter les termes proposés par le Qatar pour libérer un maximum de détenuEs. Il y a un mouvement d'opinion qui s'exprime assez clairement.

### **Et qui selon toi est plutôt progressiste ?**

Non. Tout mouvement qui demande de négocier et de faire un compromis, c'est mieux que ceux qui disent qu'il faut cogner et tout détruire, mais dire que c'est progressiste, c'est aller loin.

### **Il y a de petites manifestations en Israël. Est-ce que cela a un poids ?**

Non, c'est très marginal. Les gens qui sont modérés en Israël s'expriment très, très peu, et ont peur. Il y a une chape de plomb fasciste et un nombre impressionnant de personnes ont été prises à partie – même si il n'y a pas encore de procès – par les autorités et par la police pour s'exprimer sur Facebook.

### **Qu'est-ce que tu attends de ce qui peut se passer dans d'autres pays pour essayer de desserrer l'étau ?**

Pour moi, la solution, c'est BDS : faire pression, exiger et obtenir des sanctions contre Israël. J'attends aussi que la Cour pénale internationale soit saisie pour crime contre l'humanité. Ce type de pressions peut avoir un impact. C'est la raison pour laquelle, pour moi, la campagne BDS reste extrêmement pertinente et importante. □

**Le 22 novembre 2023, propos recueillis par Antoine Larrache**

1. Les Editions de l'Atelier, 2012, 176 p.

2. Préface de Jean Ziegler, Éditions Syllepse, 2018.

# Treillis verbal

PAR THIERRY LABICA

*Nombre de commentaires sur la situation en Israël-Palestine ne cessent de se nourrir de « vérités » tendant à délimiter le cadre de ce qui peut être dit et pensé, et à présenter la guerre israélienne comme inévitable et justifiée. Quelques exemples ordinaires de cette langue de guerre.*

## « ISRAËL A LE DROIT DE SE DÉFENDRE »

Cette phrase « bélier », sans cesse répétée, tire sa force de son implicite : Israël est la victime d'une agression, forcément injuste et illégitime. Ne compte plus alors que la « proportionnalité » de sa « réaction ». Israël peut éventuellement être critiqué pour le caractère « disproportionné » de sa réponse, ce qui présente l'intérêt de valider le présupposé de départ (Israël est la victime).

On serait tenté de dire que ce « droit » israélien est pure invention. Ce qui n'est pas tout à fait exact si l'on veut bien reconnaître dans son affirmation même un acte supplémentaire d'accaparement. En effet, l'affirmation « Israël a le droit de se défendre » opère sur le terrain de la langue ce qui se passe déjà sur le territoire physique : occupation des territoires depuis 1967 ; PalestinienNEs chassésEs de chez elles et eux par centaines de milliers en 1948 ; dépossession par l'envahisseur des terres et des maisons (quand elles n'ont pas été détruites). Ainsi, la puissance coloniale occupante, non contente d'accaparer le territoire (et son eau), s'accapare aussi la place et le droit mêmes de celles et ceux qu'elle dépossède. Car, ce « droit de se défendre » existe bel et bien : c'est celui qui est censé être reconnu aux occupésEs dans le droit international, et singulièrement, aux PalestinienNEs, depuis au moins la résolution 37/43 adoptée le 3 décembre 1982 lors de la 90<sup>e</sup> séance

plénière des Nations unies : « *l'assemblée générale [...] Considérant que le déni des droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, à la souveraineté, à l'indépendance et au retour en Palestine et les agressions répétées d'Israël contre les peuples de la région constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales [...] Réaffirme la légitimité de la lutte des peuples pour leur indépendance, leur intégrité territoriale et leur unité nationale et pour se libérer de la domination coloniale et étrangère et de l'occupation étrangère par tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée* ». Accaparement de la terre (et de l'eau), accaparement des termes mêmes de la reconnaissance juridique de l'occupé : c'est un processus de dépossession intégrale.

## « DANS LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL » ; « [...] POUR UNE SOLUTION À DEUX ÉTATS VIVANT EN PAIX, CÔTE À CÔTE ».

Ces deux motifs traduisent toute l'ironie des dominants. Le premier est inséparable du « droit d'Israël de se défendre ». Cet appel au « respect » revient à demander à Israël de continuer de piétiner la totalité des dispositions du droit international, mais attention : dans « le respect du droit international ». Mener des agressions militaires illégales au service d'une occupation illégale, pour une colonisation illégale, entraînant des transferts populations illégaux, un

recours à des régimes de détention illégaux et à des punitions collectives illégales, le tout « dans le respect du droit international ». En l'occurrence, depuis quelques jours, sous le contrôle sévère des augustes garants du droit international, Israël attaque en toute illégalité des hôpitaux de la bande de Gaza, illégalité qu'il faut lui rappeler de pratiquer « dans le respect du droit international ». Disons alors qu'à défaut d'avoir un sens effectif, ces mots remplissent au moins l'utile fonction de paillason de menées militaires israéliennes qui risqueraient d'être « disproportionnées ».

La velléité d'œuvrer à « une solution à deux États » relève du même simulacre mortel. Ceux et celles qui l'invoquent aujourd'hui se trouvent être précisément ceux et celles-là mêmes qui depuis environ trente ans ont assisté tout le processus d'anéantissement colonial de la possibilité même d'un État palestinien. Le ralliement néoconservateur des années 2000 – américain, canadien, français (sous Sarkozy et après) – aux forces politiques ultra-réactionnaires florissantes en Israël sur la tombe d'Yitzhak Rabin assassiné signa l'enterrement pour ainsi dire officiel de la « solution à deux États ». Rejouer cette mascarade sénile aujourd'hui tient de l'insulte ultime faite aux PalestinienNEs, tandis que Gaza est rasée, et la Cisjordanie en proie à la sauvagerie décuplée de colons fanatiques sous la protection de soldats veillant au « droit d'Israël de se défendre ».

### «ISRAËL EST LA SEULE DÉMOCRATIE AU MOYEN ORIENT»

Trois dimensions remarquables ici. La première tient au caractère mensonger de la phrase si l'on veut bien tenir compte de la soixantaine de lois discriminatoires à l'endroit des Palestiniens vivant en Israël même (en particulier depuis la «Loi Israël: État-nation du peuple juif», loi dite «fondamentale» adoptée en 2018), comme de celles et ceux des Territoires occupés, ces derniers formant les non-citoyens *de facto* d'un unique État couramment reconnu comme État d'apartheid. La deuxième dimension tient à son implicite raciste: les Arabes du voisinage seraient constitutivement incapables d'adopter des formes politiques démocratiques. Resterait à explorer les fondements d'une «âme arabe» éternelle (et «islamique», faut-il supposer), foncièrement incompatible avec la démocratie, pour comprendre ce qui doit relever d'une infirmité. Le soubassement de cet orientalisme raciste consiste en un effacement de l'histoire du Moyen-Orient, troisième caractéristique d'«Israël, seule démocratie...». En effet, cette affirmation mensongère et raciste ne peut tenir que par l'oubli de l'histoire des revendications populaires démocratiques, des Yémen Nord et Sud (d'avant leur réunification de 1990) et d'Oman dans les années 1960-70 au sud de la péninsule arabique, à l'Iran de Mossadegh au début des années cinquante, en passant par la Palestine elle-même ou le grand mouvement populaire à Bahreïn en 2011, maté avec l'aide de la monarchie absolue saoudienne, grande amie des amis euro-américains de la démocratie. Partout dans la région, Grande-Bretagne, France et États-Unis, de guerres en coups d'État, ont invariablement mis au pouvoir et soutenu d'effroyables tyrannies.

### «ISRAËL N'A PAS D'INTERLOCUTEUR»

La destruction génocidaire de Gaza est aussi un aboutissement de la formule de déploration selon laquelle «Israël n'a pas d'interlocuteur». Car impossible de négocier quoi que ce soit en l'absence d'un partenaire fiable et prêt au compromis. À croire que les dirigeants israéliens étaient fin prêts pour accomplir leur rêve de justice et de paix «dans deux États côte à côte». Cette formule apparemment pleine de

regret remonte au début des années 2000: elle est due aux stratagèmes du dirigeant travailliste Ehoud Barak, premier ministre d'Israël de 1999 à 2001 (première année de la seconde intifada). Alors que, selon divers responsables israéliens et palestiniens, les négociations étaient sur le point d'aboutir en janvier 2001, Barak proclama à la veille des élections législatives israéliennes qu'Arafat, en exigeant le retour des millions de réfugiés - accusation mensongère -, n'était pas un «partenaire» pour la paix; que le chef de l'OLP avait rejeté une «offre généreuse»; qu'Oslo avait échoué et que la seule option restante était la répression de l'intifada qu'Arafat était en outre accusé d'avoir lui-même déclenchée pour «liquider Israël». Comme le documente le journaliste et historien Charles Enderlin, le renseignement israélien, comme les négociateurs eux-mêmes quelques mois plus tôt, affirmaient exactement le contraire. «*En fait, écrit Enderlin, ce slogan du non partenaire, aujourd'hui enraciné dans la conscience collective israélienne, est une création de publicitaires. [...] Ce thème, repris avec succès par le Likoud au cours de la campagne électorale - et plus tard par l'administration Bush -, est battu en brèche par la plupart des responsables de l'analyse des services de renseignement israéliens, civils et militaires.*»<sup>1</sup> Arafat et l'OLP hors d'usage, Hamas, initialement vu avec tant de bienveillance par Israël, allait pouvoir devenir l'ennemi ultime, le nouveau «non-partenaire» absolu «pour la paix».

### «GAZA EST SOUS L'EMPRISE DE HAMAS»

Le Hamas est couramment accusé de s'être «emparé» de la bande de Gaza par la force et la violence en 2007 et d'y exercer un pouvoir tyrannique depuis lors. «Détruire» Hamas équivaldrait alors à une œuvre de libération d'une partie des Palestiniens contre leurs oppresseurs. Cette vision de Hamas, despotique et méprisant la vie humaine, se renforce d'ailleurs de l'idée selon laquelle «*Hamas utilise des boucliers humains*»<sup>2</sup> ou que «Hamas se cache parmi les habitants de Gaza», territoire le plus confiné et parmi les plus densément peuplés au monde.

De telles affirmations n'ont guère de chance de convaincre après six semaines de guerre et de

bombardements intenses (équivalents à deux bombes d'Hiroshima), «boucliers humains» ou pas. Elles semblent pourtant ressurgir à chaque fois qu'un commentateur entreprend de faire passer les milliers de Palestiniens tués et mutilés par les bombes israéliennes pour les malheureuses victimes de Hamas. De là à suggérer que six semaines de carnage et de nettoyage ethnique israéliens pourraient tenir d'une guerre de libération pour le compte des victimes du Hamas, il n'y a qu'un pas, de plus en plus difficile à franchir, pourtant, tant sont nombreuses les déclarations de guerre exterminatrices prononcées contre l'ensemble du peuple palestinien.

Reste une occultation aussi grave que récurrente: Hamas ne s'est pas «emparé» de la bande de Gaza; Hamas a remporté les élections législatives palestiniennes en janvier 2006, à la régulière. Hamas qui, à l'époque, proposa de constituer un gouvernement d'unité nationale dut, dans l'année qui suivit, s'affronter à l'arc de force (Autorité palestinienne (AP), Israël, UE, États-Unis) déterminé à le priver de sa victoire et à lui dénier le rôle politique qu'il revendiquait dans une démarche pragmatique et propositionnelle (comme l'a longuement documenté la grande spécialiste du Hamas, Sara Roy). La lutte violente entre Hamas et Fatah en juin 2017 n'était pas une prise de pouvoir de Hamas mais une réaction à une tentative d'annulation du résultat électoral fomentée depuis la Maison Blanche (comme le révéla Vanity Fair en 2008).

Quoi que l'on pense de Hamas, sa construction en figure de l'ennemi monstrueux et absolu s'inscrit dans une démarche maintenant ancienne visant à la dissociation et à la dépolitisation totales et durables de Gaza vis-à-vis d'une Cisjordanie placée sous une AP sous-traitante sécuritaire d'Israël.

### «HAMAS AGIT PAR HAINE DES JUIFS ET VEUT LA DESTRUCTION D'ISRAËL»

Depuis bientôt vingt ans, Hamas a clairement signifié son acceptation d'un État palestinien dans les frontières de 1967 (lorsque que cette perspective avait encore un sens), avant d'inscrire ce point dans sa nouvelle



charte, réécrite en 2017. En outre, dans ce même document, et loin des expressions antijuives de son ancienne version, on lit (§16 et 17) : « *Le Hamas affirme qu'il s'oppose au projet sioniste, et non pas aux Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne lutte pas contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais il mène la lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine. En réalité, ce sont les sionistes qui assimilent constamment le judaïsme et les Juifs à leur projet colonial et à leur entité illégale. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou mise en cause de ses droits nationaux, religieux ou communautaires. Le Hamas estime que le problème juif, l'antisémitisme et la persécution des Juifs sont des phénomènes fondamentalement liés à l'histoire européenne et non à l'histoire des Arabes et des Musulmans ou à leur héritage.* » Mais il reste toujours possible de dénier la sincérité de cette révision fondamentale. C'est d'ailleurs tout à fait indispensable si l'on souhaite continuer d'affirmer, même si ça n'est pas vrai, que « *Hamas agit par haine des juifs et veut la destruction d'Israël* ».

**« HAMAS EST UNE ORGANISATION TERRORISTE, COMME DAESH OU AL-QAIDA » (VOIRE « PIRE QUE DAESH » SELON JOE BIDEN).**

Cet amalgame a la vertu d'emprunter le raccourci le plus direct vers plusieurs épisodes traumatiques survenus sur le territoire français en 2015 et après. Cette superposition émotionnelle joue surtout un rôle clé dans le positionnement des dirigeants israéliens et dans l'idéologie d'extrême droite européenne : Israël aurait vocation à être l'avant-poste sécuritaire européen et « occidental », engagé dans « la guerre au terrorisme » venu d'« Orient ». Selon cette reprise du récit néo-conservateur de la « *guerre des civilisations* », le terrorisme devient un trait élémentaire de la « personnalité » non-européenne, « arabo-musulmane » : le stéréotype orientaliste rend les distinctions superflues.

Quel que soit le degré d'horreur qu'inspirent les évocations du 7 octobre, l'analogie ne repose sur rien. Contrairement aux monstres nés dans l'Afghanistan et l'Irak livrés à des décennies de dévastation, Hamas

est un mouvement politique national (avec ses nombreux élus), social (avec son réseau de services sociaux) et religieux, dédié à un projet d'émancipation nationale, dont les actes de violence ne sont jamais sortis de l'espace de la question nationale palestinienne. Hamas a régulièrement participé à des échéances électorales, proposé et respecté des cessez-le-feu. Divers responsables européens de haut rang ont jugé, contre son ostracisation par le couple israélo-américain, qu'Hamas devait être traité en acteur politique et pragmatique à part entière. Comme le rappelle d'ailleurs Yassine Slama sur le site Orient XXI : « *Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est [...] refusé à classer le Hamas comme*

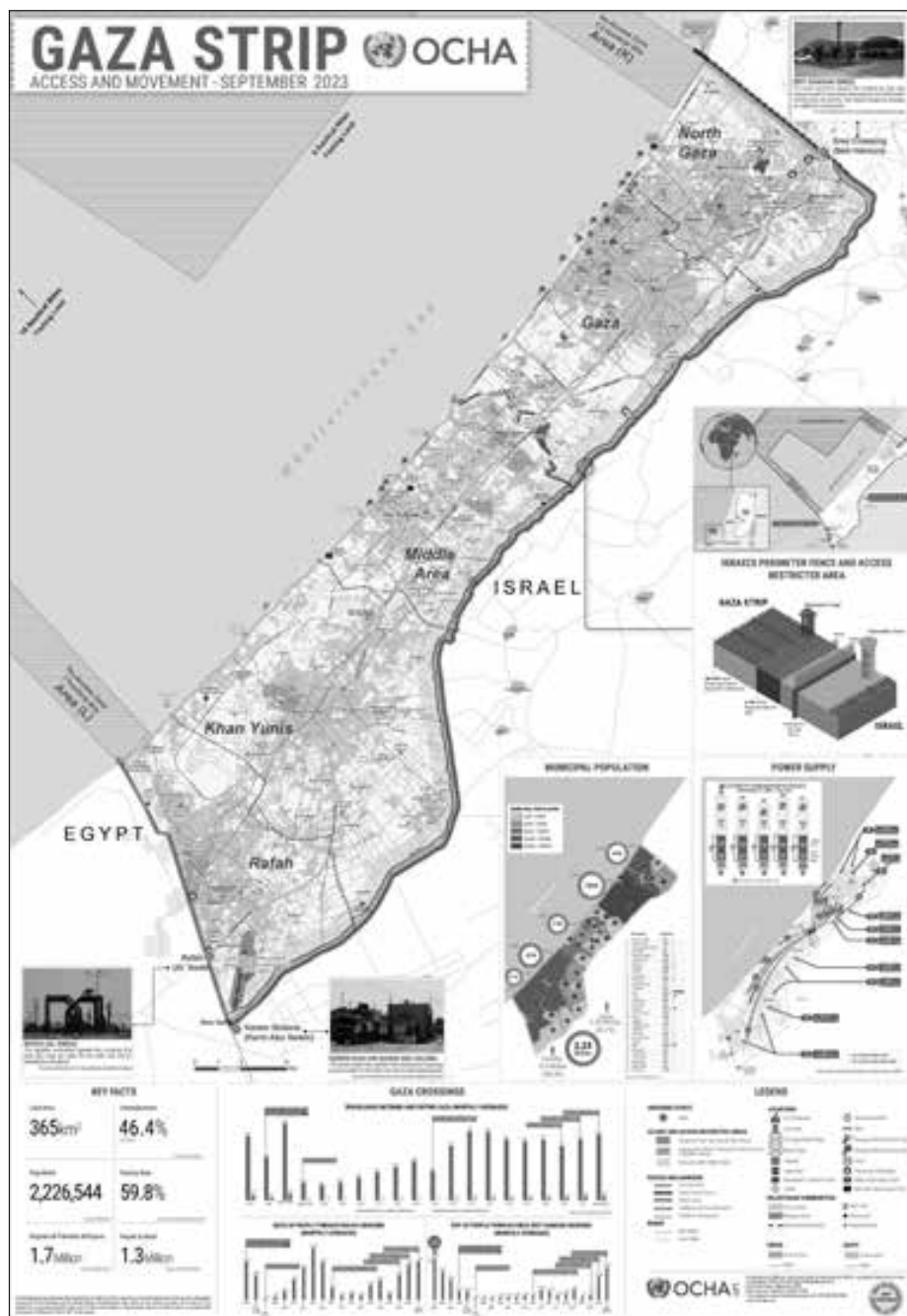
*organisation terroriste, à l'inverse d'Al-Qaida et de l'OEI, car selon lui, la résistance de cette dernière résulte de l'occupation israélienne.* »

Assigner cette organisation à la seule dimension terroriste a été une erreur qui a conduit à l'immense catastrophe en cours. □

**Le 21 novembre 2023**

1. Charles Enderlin, Les Années perdues. Intifada et guerres au Proche-Orient 2001-2006, Fayard, 2006, p.14-15.

2. Israël parle en connaissance de cause, pour avoir longtemps eu recours aux boucliers humains palestiniens dans le cadre de sa « procédure d'alerte précoce », en violation de la IV<sup>e</sup> convention de Genève sur la protection des civils en temps de guerre.



# Les circonvolutions de la politique française sur la Palestine et Israël

PAR LÉON CRÉMIEUX

*Les rapports entre la bourgeoisie française et ses gouvernements face au sionisme et à l'État d'Israël ont suivi de nombreuses circonvolutions depuis les années trente du siècle dernier, mais ont toujours été essentiellement déterminés par les aléas de la politique colonialiste et impérialiste de la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.*

**D**ans ce cadre, la question palestinienne a toujours été une variable d'ajustement de cette politique. Au début du siècle dernier, la France a imposé son hégémonie coloniale sur l'Afrique du Nord et l'essentiel de l'Afrique de l'Ouest. Le Moyen-Orient, comme l'Afrique de l'Est, est surtout une zone d'influence exclusive de la Grande-Bretagne qui assure le contrôle du canal de Suez et des voies commerciales avec l'Inde, ayant consolidé ses colonies dans le Golfe persique, en Égypte et au Soudan. De plus, l'utilisation croissante du pétrole commence à faire de l'Iran et de la Mésopotamie une zone stratégique. La Grande-Bretagne essaya même dans les années 1910 de mettre la main, en Iran, sur ce qui restera, jusque dans les années 1940, le plus important gisement de la région, et lorgna aussi sur le gisement ottoman de Mossoul.

Après l'échec de Bonaparte en Égypte, les impérialistes français, notamment Napoléon III, avaient essayé à plusieurs reprises et sans succès, durant le XIX<sup>e</sup> siècle, d'étendre leur empire nordafricain vers le Levant et la «Grande Syrie». La France compta donc utiliser l'affaiblissement de l'Empire ottoman durant la Première Guerre mondiale pour mettre enfin un pied dans cette région et participer à l'exploitation pétrolière naissante. Le dépeçage de l'Empire ottoman avait été dessiné par la France et la Grande-Bretagne avec le fameux accord secret Sykes-Picot de 1916, révélé au grand jour par la *Pravda* dès fin 1917. Il

prévoyait l'octroi à la France d'une vaste zone au nord d'une ligne Gaza Kirkouk, allant au nord jusqu'en Anatolie, intégrant notamment la Cilicie région arménienne de l'empire ottoman et une partie du Kurdistan. La Grande-Bretagne s'octroyait le sud de la région arabe jusqu'à la mer d'Oman. La Palestine devait constituer une zone internationale.

Mais, parallèlement à cet accord secret, la Grande-Bretagne, pour affaiblir le pouvoir ottoman, avait soutenu la révolte menée dès 1916 par les mouvements indépendantistes, anticoloniaux et nationalistes arabes, avec un engagement à soutenir la création d'un État arabe unifié moderne, unifiant les arabes sunnites et chiites d'Alep à Aden, sous l'impulsion de Hussein ben Ali, souverain hachémite du Hedjaz et chérif de La Mecque, et des nationalistes de Damas. Cet accord reconnaissait l'indépendance des pays arabes de la péninsule arabique jusqu'à la province de Mersin en Anatolie, de la Méditerranée à la frontière perse, y compris donc la Palestine et la Syrie. De plus, en 1917, par le biais de deux déclarations (Cambon et Balfour), les gouvernements français et anglais engageaient leur soutien à l'Organisation sioniste mondiale à la création «*en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif [...] étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse créer un préjudice pour les droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine...*» (Déclaration Balfour). Le but, des impérialistes britanniques notamment, était de s'assurer le

soutien du mouvement sioniste pour faire pencher les États-Unis dans l'engagement américain dans la guerre, face à l'Allemagne, et aussi de consolider au Nord de l'Égypte la façade maritime en espérant avoir un contrôle étroit sur cette zone.

L'accord secret Sykes Picot contredisait l'engagement envers les droits nationaux des arabes, tout comme il écartait ceux des Arméniens et des Kurdes.

## L'IMPOSITION DU PARTAGE COLONIAL FACE À L'INDÉPENDANCE ARABE

À la fin de la guerre, les armées arabes, avec le soutien des Britanniques, sortirent victorieuses de leur affrontement avec l'armée ottomane et avait libéré l'ensemble des territoires arabes de la mer d'Oman à l'Anatolie. Fayçal, dirigeant des armées arabes et fils du chérif hachémite Hussein ben Ali, signait un accord avec le dirigeant sioniste Chaim Weizmann acceptant l'application de la déclaration de Balfour mais explicitement pour lui dans le cadre du nouvel État arabe unitaire et dans le respect des droits des populations arabes vivant déjà sur cette terre.

Mais la résolution de San Remo, en avril 1920, dans la foulée de la Conférence de Paris de 1919, faisait voler en éclat ce nouvel État arabe, sans aucun respect des engagements pris avec Hussein en 1915. Sous les auspices de la



Société des Nations (SDN), la Mésopotamie (l'Irak) et la Palestine passèrent sous « mandat » britannique, la Syrie et le Liban sous « mandat » français. La Grande-Bretagne, forte de son rapport de force militaire face aux Français, obtient d'intégrer à leur zone la région de Mossoul et Kirkouk, où la Turkish Petroleum exploitait les gisements. En dédommagement, la France mettait la main sur les 25 % de parts que détenait la Deutsche Bank dans cette société. Créée pour gérer ces parts, la Compagnie française des pétroles (CFP, future Total) eut ainsi accès au partage des richesses pétrolières du Moyen-Orient, et à un strapontin au côté des 7 majors (BP, Shell, Exxon, Texaco, Mobil, Socal et Gulf) qui détenaient le monopole mondial de l'exploitation et de la distribution jusqu'aux années soixante.

En juillet 1920, les troupes françaises (80 000 soldats avec l'appui de chars, d'artillerie et de l'aviation) envahissent donc le royaume arabe de Syrie, s'imposent à la bataille de Khan Mayssaloun face à l'armée des nationalistes arabes (5 000 soldats mal équipés). L'ironie morbide des décisions colonialistes de la SDN est que les mandats britanniques et français devaient « *permettre aux États du monde arabe d'accéder à l'indépendance et à la souveraineté* » mais se traduisent dans toute la région par l'écrasement de la souveraineté arabe déjà réalisée et la création d'une Syrie sous mandat colonial français, avec la création artificielle du Liban et de la Palestine sous mandat britannique, privant la Syrie de toute façade maritime. En écrasant le régime démocratique et populaire de Fayçal qui aura vécu deux ans, les colonialistes français se sont comportés à Damas avec la même morgue que celle affichée en Afrique du Nord, s'opposant pendant plus de vingt ans au nationalisme arabe qui, chercha à aboutir à une souveraineté nationale et à réunifier la Syrie, appuyée sur plusieurs élections exprimant un sentiment national qui dépassait les « communautés ». En 1936, la chambre de Front populaire faillit ratifier un nouvel accord avec les nationalistes du Bloc national, reconnaissant leurs droits nationaux vers une Syrie indépendante. La droite y mit un frein, et l'arrivée du régime de Pétain en 1940 fit craindre aux Anglais que la Syrie du mandat serve de point d'appui à l'armée allemande. Ils acceptèrent l'appui des FFL pour intervenir en Syrie et écarter

du pouvoir l'administration de Vichy. Pour asseoir leurs bases populaires, Britanniques et gaullistes acceptèrent de proclamer que « *les peuples libanais et syriens seraient désormais indépendants et pourraient se constituer soit en deux États séparés soit en un seul État* ». Mais dès 1944, l'administration coloniale refuse de céder son pouvoir et cherche à maintenir un contrôle de la France sur les souverainetés syriennes.

Le 29 mai 1945, presque un mois après les insurrections algériennes de Sétif et Guelma qui aboutirent à 35 000 assassinats d'autochtones, l'aviation française bombardait la population de Damas qui exigeait purement et simplement l'indépendance et le départ de la France, avec un bilan d'au moins 400 morts. Finalement, sous pression de la Grande-Bretagne, la France se retirera totalement et sans condition en 1946.

La France colonialiste perd donc totalement pied au Moyen-Orient alors que la Grande-Bretagne garde la main, ayant mieux su négocier les accessions à l'indépendance des monarchies hachémites en Irak et en Jordanie dans le cadre du mandat, dans la péninsule arabique où elle soutient la famille Saoud, (qu'elle avait mise en place dans les années vingt en destituant le souverain hachémite Hussein ben Ali). Si les relations bilatérales sont compliquées mais maintenues avec l'Égypte et notamment sur le contrôle du Canal de Suez, les Britanniques gardent le contrôle du Golfe arabe avec les « États de la Trêve » (aujourd'hui Émirats arabes Unis, Qatar et Bahreïn) toujours intégrés à l'Empire britannique.

### LE SOUTIEN DE LA FRANCE À ISRAËL DE 45 À 67

La France d'après-guerre, déjà affaibli par le mouvement des indépendances qui s'annoncent en Indochine et en Afrique, cherche donc un nouveau point d'appui au Moyen-Orient. Alors que Churchill et la Grande-Bretagne cherchent à bloquer l'arrivée de migrants juifs en Palestine, la France, elle, va aider le départ des côtes françaises de bateaux de migrants et de caisses d'armements (Exodus, Altalena...). En 1947, elle accordera aussi l'asile politique à Yitzhak Shamir, militant sioniste de droite et futur Premier ministre israélien, responsable de l'organisation armée Lehi (groupe Stern), spécialisée dans les assassinats politiques contre des responsables britanniques. Jusqu'en 1948, il s'occupera en France d'organiser les actions et la logistique de

l'Irgoun. En tant que « terroriste », sa tête était mise à prix et il était recherché par la police britannique, à la suite notamment de l'attentat de l'Irgoun contre l'hôtel King David (au moins 91 morts). La France refusera son extradition.

Donc, discrètement, mais clairement, les autorités françaises soutiennent contre les Britanniques le développement de l'immigration en Palestine et la création d'un État juif. Dans les années 50, la France va jouer la carte d'Israël pour essayer de maintenir une présence dans la région, alors que toute la région arabe a une image déplorable de la France, après l'expérience du mandat et avec le contexte colonial de la guerre de libération en Algérie. La Grande-Bretagne, elle, va en 1955 consolider ses alliances par le pacte de Bagdad duquel la France est exclue, avec le Pakistan, la Turquie, l'Irak et l'Iran, rejoints ensuite par les USA. Il s'agit clairement d'une alliance militaire face « au communisme » et à l'URSS sur sa frontière sud-ouest. L'Égypte nasserienne, suite à ce pacte, développe un autre pacte rassemblant le Yémen, l'Arabie saoudite et la Syrie, développant ses liens avec l'URSS, tout en faisant appel à la Tchécoslovaquie pour les fournitures d'armes. L'Égypte reconnaît aussi la République populaire de Chine, mise au ban des relations internationales par les pays occidentaux depuis 1949. Suite à cette évolution, les USA refusent tous les crédits que Nasser veut obtenir pour la modernisation du pays, notamment pour le barrage d'Assouan. En conséquence, l'Égypte va nationaliser la Compagnie universelle du Canal de Suez le 26 juillet 1956, prenant le contrôle du canal et expropriant les capitaux français et anglais (avec de solides indemnités et rachat amenant à la création de ce qui deviendra le groupe Suez).

À l'époque, la France redoute le soutien de Nasser au FLN algérien – c'est au Caire que le mouvement à son siège et il est soutenu par les livraisons d'armes venant de l'Égypte. Le SDECE essaya même à l'époque, sans succès, de pousser les Frères musulmans égyptiens à l'assassinat et au renversement de Nasser. La Grande-Bretagne et Israël craignent le blocage de la voie de transport maritime qui a aussi pris une importance stratégique avec le développement du commerce du pétrole. La France, l'Angleterre et Israël mènent donc, en octobre suivant, la nationalisation, des discussions secrètes débouchant sur le protocole de Sèvres prévoyant une

opération militaire contre l'Égypte avec, de la part de la France, la couverture aérienne et navale de l'offensive terrestre israélienne, une importante livraison d'armes, l'équipement de l'armée israélienne en avions de chasse Dassault et de chars AMX français.

«L'opération de Suez» est donc lancée fin octobre, officiellement pour riposter au blocus du détroit de Tiran, à l'extrémité du Golfe d'Aqaba. Sous protection française, l'armée israélienne et ses alliés traversent le Sinaï jusqu'au Canal de Suez. Mais, ni les USA ni l'URSS ne veulent d'un conflit régional de cette importance et, après la percée militaire, les armées de cette alliance doivent se retirer, deux mois après le début du conflit. Malgré cet échec politique, l'opération de Suez sera les premiers pas d'une coopération militaire franco-israélienne étroite qui durera jusqu'à la guerre des Six Jours en 1967. Un volet important sera la structuration par la France du programme nucléaire israélien avec la construction de la centrale de Dimona, dans le Néguev, aboutissant à la maîtrise de l'arme nucléaire par Israël, sans que le pays ne l'ait jamais reconnu. La France restera jusqu'en 1967 le premier fournisseur d'Israël en matériel militaire. L'opération de Suez est malgré cela un échec pour la France et la Grande-Bretagne qui apparaissent comme des impérialismes de seconde zone poursuivant leur politique d'agression coloniale, mais affaiblis et soumis aux décisions américaines. Cette action discrédita particulièrement la France aux yeux des pays arabes, cette opération s'ajoutant à la guerre coloniale en Algérie. La Grande-Bretagne en tirera comme leçon un alignement systématique sur l'impérialisme américain et la France tentera avec De Gaulle, à partir de la fin de la guerre d'Algérie, une politique d'indépendance basée sur la maîtrise de l'arme nucléaire et en cherchant à faire oublier sa politique colonialiste. À la fin des années cinquante, l'armée française s'était livrée notamment à des crimes de guerre au Cameroun pour assassiner des militants indépendantistes, mettre en place un gouvernement fantoche et démanteler l'UPC et la résistance anticolonialiste.

#### L'OUVERTURE VERS L'OLP

Après la défaite française en Algérie, la France chercha donc à renouer avec une politique vis-à-vis des pays arabes, notamment les pays producteurs de pétrole et les pays clients des fournitures



Le président français Jacques Chirac (à gauche) accueille le dirigeant palestinien Yasser Arafat à l'Élysée le 23 mai 2001 (AFP).

d'armement français. Cette réorientation va se télescoper avec l'alliance privilégiée avec Israël. Après 1967, la France apparaîtra préoccupée de la question palestinienne, reconnaissant la légitimité de la résistance et exigeant qu'Israël applique la résolution 242 stipulant le retrait total des territoires occupés, c'est-à-dire la bande de Gaza et la Cisjordanie. Le tournant se concrétise à partir de 1974 avec le vote de la France à l'ONU, de reconnaissance de l'OLP comme principal représentant du peuple palestinien, et la France devient le premier pays européen accueillant une représentation de l'OLP. En 1972, la France refusera l'extradition, vers l'Allemagne ou Israël, d'Abu Daoud, militant du Fatah, coorganisateur de l'attaque lors des Jeux olympiques de Munich en 1972, au cours de laquelle 18 personnes dont 11 athlètes israéliens furent tués. Cet attentat avait été impulsé et financé par Mahmoud Abbas, trésorier du Fatah à l'époque et président actuel de l'Autorité palestinienne. De même, sera mis en œuvre un accord franco-iraquien pour la mise en œuvre du réacteur nucléaire Osirak en 1975. Ce réacteur sera détruit par un raid israélien en 1981.

Par la suite, les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix vont voir une reconfiguration du paysage politique avec le renversement du Shah en Iran et la création de la République islamique, la crise du nationalisme arabe et la disparition de l'URSS. Dans les années quatre-vingt-dix, avec les accords d'Oslo et l'alignement progressif des capitales arabes sous le giron des USA, la politique arabe de la France mit largement de côté cette prise en compte de la question palestinienne. Elle n'était plus un passage obligé dans le dialogue avec les capitales arabes, notamment celles du Golfe qui, face à

l'influence de l'Iran, normalisèrent leur rapport avec Israël. Les intérêts commerciaux de la France dans les pays arabes pouvaient dès lors s'accorder avec une empathie politique avec Israël et un alignement sur la politique pro-sioniste des États-Unis et de l'essentiel des pays européens. La présidence de Jacques Chirac fut la dernière phase de cette politique autonome avec, notamment, le refus de suivre George Bush dans la guerre d'Irak de 2003 qui aboutit à l'élimination de son ancien allié Saddam Hussein et l'ouverture de la déstabilisation de la région.

Un nouveau paradigme se construisit dès lors, notamment après septembre 2001 et l'intervention occidentale en Afghanistan, à l'axe du Mal mis en avant par les USA, reliant l'Iran au Hezbollah libanais et au Hamas, se superposèrent les axes du terrorisme islamiste de Daesh et d'Al Qaeda. Les gouvernements sionistes successifs des années quatre-vingt-dix à aujourd'hui accélèrent la colonisation et la répression de la résistance palestinienne, s'appuyant notamment sur le discrédit de la direction du Fatah, alors que la majorité parlementaire aux élections législatives de l'Autorité palestinienne était largement obtenue par le Hamas en 2006. Les gouvernements français acceptèrent désormais d'épouser les définitions imposées par Israël : les groupes armés palestiniens sont des groupes terroristes, l'antisémitisme est une nouvelle forme de l'antisémitisme. Malgré le maintien officiel de la politique adoptée après 1967, à partir de la présidence de Sarkozy, il n'y eut plus aucune prise en compte politique des droits du peuple palestinien et la France se rangea totalement sur le soutien pur et simple à la politique israélienne, tout comme le fit l'Union européenne. □

# « Confondre antisionisme et antisémitisme, c'est trahir ce qui était la majorité des juifs du monde d'avant la Deuxième Guerre mondiale »

ENTRETIEN AVEC MICHÈLE SIBONY

*Michèle Sibony, porte-parole de l'UJFP, l'Union juive française pour la paix, répond à nos questions sur l'actualité de l'antisémitisme, les moyens de lutter contre celui-ci et son instrumentalisation par les classes dominantes.*

**L'Anticapitaliste: Tu as co-dirigé avec Béatrice Orès et Sonia Fayman, *Antisionisme: une histoire juive*, récemment paru chez Syllepse. S'agit-il d'un projet déjà ancien? Y a-t-il un déclencheur particulier de cette initiative?**

**Michèle Sibony:** Ce projet de livre a commencé à nous intéresser après la déclaration du président Macron lors de la commémoration de la rafle du Vel d'hiv, avec Israël comme invité d'honneur en la personne de son Premier ministre Benyamin Netanyahou. Cette déclaration a été le point culminant d'une campagne élaborée dès la deuxième Intifada, pour conjurer la critique de la politique israélienne qui s'exprimait de façon grandissante dans les opinions. Cette campagne a consisté à fusionner deux notions différentes. L'antisémitisme, une forme de racisme antijuif, et l'antisionisme idéologie politique critique du sionisme. Il s'agissait d'éteindre le feu des critiques, le vote de condamnation du Parlement européen réclamant des sanctions en 2002, l'avis de la Cour internationale de justice condamnant la construction du mur de séparation en 2004, les grandes manifestations de soutien à la Palestine qui voient pour la première fois une génération de jeunes arabes

musulman-nes arriver en politique avec le sujet de la Palestine, l'enquête des diplomates européens commanditée en 2008 par l'UE et enterrée dès sa publication sur l'état de Jérusalem Est... Contre tout ceci l'amalgame est lancé qui servira à tout disqualifier. En 2003, le rapport Ruffin commandé par Nicolas Sarkozy crée une catégorie, un antisionisme radical, qui serait celui de l'extrême gauche et de l'altermondialisme. Le rapport propose déjà une loi qui sanctionnerait « ceux qui porteraient sans fondement à l'encontre de groupes, institutions ou États, des accusations de racisme, et utiliseraient à leur propos des comparaisons injustifiées avec l'apartheid ou le nazisme ».

On retrouvera ces mêmes termes dans les exemples chargés d'illustrer la définition de l'antisémitisme produite en 2016 par l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste) et que les groupes sionistes s'emploient à faire voter État par État.

La déclaration suivante du président Macron nous a violemment interpellés: « Nous ne céderons rien aux messages de haine, nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ». Tout d'abord parce qu'elle constitue une

négation de l'histoire, et de l'histoire juive: l'antisionisme est d'abord une histoire juive, celle de tous les juifs qui se sont opposés à une idéologie qui voulait changer leur destin. Et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, il a concerné l'essentiel des juifs du monde. Confondre antisionisme et antisémitisme pour des raisons de basse politique, c'était trahir ce qui était la majorité des juifs du monde d'avant la Deuxième Guerre mondiale, et nier leur apport à une discussion devenue essentielle aujourd'hui.

**Peux-tu nous parler de la manière dont vous avez sélectionné les textes regroupés dans ce livre et dont la chronologie court de la fin du 19<sup>e</sup> siècle au début du 21<sup>e</sup> siècle? En plus des conjonctures particulières auxquelles chacun renvoie, quelles sont les grandes séquences de cette chronologie et quels axes thématiques avez-vous cherché à faire apparaître?**

Nous avons tout d'abord bénéficié de l'aide du cinéaste auteur Eyal Sivan qui avait lui-même commencé à travailler à l'idée d'une anthologie de l'antisionisme juif, et a mis à notre disposition ses documents de recherche, et son aide méthodologique. Puis nous avons élargi en



prenant en compte les différents courants dans lesquels s'est exprimé l'antisionisme juif. D'abord le courant religieux, puisque le monde juif était très majoritairement religieux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>. Puis le courant internationaliste dans lequel de nombreux juifs étaient inscrits, le courant assimilationniste qui concernait plutôt les bourgeoisies juives européennes, britannique et étatsunienne. Enfin le courant que nous avons appelé démocrate et humaniste, qui traverse le siècle de sionisme, par les voix de philosophes, écrivains, personnalités qui refusaient pour des raisons d'humanisme les perspectives de guerre et de dépossession de la Palestine ouvertes par le sionisme. Nous avons aussi cherché à montrer les différents espaces où se sont exprimées des voix juives antisionistes. L'Égypte, l'Irak, le Maroc, Israël, l'Europe orientale et occidentale, les États-Unis. L'importance du corpus nous a surprises. Et nous avons dû faire des choix en fonction aussi de l'accessibilité des textes. Il a fallu beaucoup de traductions de l'anglais, l'hébreu, l'arabe, l'allemand, le yiddish, ainsi qu'une recherche des droits d'auteurs longue et compliquée. Nous sommes arrivés à une cinquantaine de textes que nous avons répartis en cinq parties correspondant à cinq thèmes d'opposition entre sionisme et antisionisme : sionisme et judaïsme, question nationale, antisémitisme, colonialisme et impérialisme, et l'après sionisme.

**On se dit que, de manière assez évidente, le livre fait suite à *Parcours de juifs antisionistes en France*, également paru chez Syllepse un peu plus tôt et pour lequel on imagine qu'au titre de l'UJFP tu as joué un rôle. En quoi ces deux livres sont-ils complémentaires et différents ?**

Dans les parcours de juifs antisionistes, nous avons voulu décrire les chemins par lesquels, souvent partis d'une éducation sioniste, nous étions arrivés à l'antisionisme, dans une suite de parcours singuliers, recouvrant des âges, des origines géographiques et sociales différents, il nous semblait utile de montrer que c'était possible sans rien trahir de notre lien, singulier lui aussi, au judaïsme



4<sup>e</sup> Fête Anticapitaliste salle Olympe de Gouges, 9 mai 2015 Paris 11<sup>e</sup>. © Photothèque Rouge/MILO.

et ou à la judéité. Au contraire, nous voulions montrer comment cet antisionisme s'inscrivait justement dans une forme ou une autre de judéité. Pour le présent ouvrage, nous l'appréhendons plutôt comme un outil de connaissance et d'argumentation. Ces textes alertent dès le début du sionisme sur les dangers dont il est porteur, en termes de rupture dans le judaïsme (c'est la position religieuse), de risque pour la citoyenneté des juifs dans leurs pays, d'injustice et d'affrontements avec la population palestinienne. Ils cherchent aussi des modalités de coexistence pacifique entre les deux collectifs concernés. On y retrouve une volonté obstinée de trouver comment vivre avec les autres.

**Certains de ces textes et auteurs ont-ils une place particulière pour toi personnellement et pourquoi, si c'est le cas ?**

J'aime en particulier ceux qui m'ont éclairée sur des notions qui étaient assez floues pour moi : l'idée de nation juive explicitée par Daniel Boyarin, les origines chrétiennes du sionisme racontées par Amnon Raz Krakotzkin, et ceux dont l'humanisme est porteur d'espoir comme l'appel d'Olga. En réalité tous les textes, chacun dans son époque et son monde, m'émeuvent quand je les relis.

**Après plus d'un mois de bombardements et de ravages à Gaza et**

**d'agressions coloniales mortifères quotidiennes en Cisjordanie, la réquisition du judaïsme et de la judéité par le sionisme semble atteindre des niveaux d'intensité inégalés, notamment pour attaquer la gauche en général dès lors que la question Israël-Palestine en trace une délimitation assez nette. Mais comment apprécies-tu cette situation, toi-même, pour commencer ?**

Effectivement la propagande israélienne a très vite mobilisé ses réseaux gouvernementaux médiatiques et autres autour de l'identification entre juifs et israéliens. Ramener ce qui s'était passé à un pogrom antisémite permettait d'effacer immédiatement, dans la conscience européenne, tout le contexte colonial qui a fabriqué cette explosion. C'était le but. Pourtant ce contexte colonial et impérialiste était clairement revendiqué par les premiers sionistes et il est évoqué dans notre ouvrage.

Mais surtout, on doit se poser la question : est-ce vraiment ainsi qu'on « lutte contre l'antisémitisme » ? Il suffit de voir comment LFI a été attaquée en France, pour comprendre qu'il n'y avait aucune place autorisée à une quelconque analyse. C'est avec nous ou contre nous. Une colère s'exprime même dans la gauche israélienne contre la gauche internationale, celle du moins qui



n'a pas marché dans l'identification et qui continue de dénoncer le siège de Gaza par exemple. Une grande partie de la gauche israélienne se disent «les déçus de la gauche», c'est devenu une expression, par le manque d'empathie rencontré dans cette catégorie.

**En te posant ces questions, on pense aussi à la manière dont circule une certaine imputation que la gauche aurait finalement un problème irrésolu avec l'antisémitisme; par non-dit, par sous-estimation de la question, par complicité même. C'est un scénario que l'on a beaucoup vu outre-Manche durant les années Corbyn et qui a produit des dégâts assez considérables. Ce soupçon, qui peut virer à l'incrimination pure et simple, vient lui-même parfois de personnes, voire, de personnalités, situées à gauche. Alors plusieurs questions viennent à l'esprit. La première est de savoir ce que tu penses de ce débat et du crédit qu'il faut lui accorder, surtout dans le contexte actuel?**

Une certaine mouvance se dessine récemment constituée de trois ou quatre petits groupes juifs qui se disent de gauche. Tout en se déclarant critiques d'Israël – mais en général ils demeurent silencieux sur ce point – l'objectif qu'ils se donnent est d'interpeller la gauche sur son manque de réactivité à l'antisémitisme; cette mouvance revient activement à la charge en ce moment.

Il est urgent pour ces groupes qui ne remettent pas le sionisme en question, de verrouiller partout où c'est possible la parole de soutien au peuple palestinien. Il suffit pour cela de proclamer que la gauche est insensible à l'antisémitisme, voire serait antisémite, pour l'obliger à recentrer le débat, là où il ne peut y avoir de débat justement: le racisme, et lui faire abandonner le terrain politique où ses positions gênent Israël. Pourtant sur quelle base objective, quels faits quels textes s'appuie cette accusation? Il s'agit plutôt d'un énoncé performatif, qui fait exister ce qu'il dit juste parce qu'il le dit.

Des syndicats, des médias et des associations sont travaillés au corps, de l'intérieur, afin d'infléchir leurs positions

sur la guerre d'Israël contre Gaza. Cela se traduit par des communiqués qui mettent en avant l'antisémitisme et relativisent la solidarité si nécessaire en ce moment avec les Palestiniens.

Ceux qui accusent la gauche d'antisémitisme, premièrement veulent ignorer les ressorts du ressentiment antijuif lié à Israël, ainsi que l'instrumentalisation des juifs français qui alimente et cultive ce ressentiment. De fait, ils assument cette instrumentalisation, alors que la gauche tente de la refuser. Ils font en réalité le travail de l'État raciste à l'intérieur de la gauche. Ils contribuent à bâillonner ou réfréner la critique politique légitime de la gauche contre la politique israélienne.

Ils sont au fond dans la même posture que tous ceux, plus à droite, qui continuent d'exiger une totale empathie pour les victimes du 7 octobre, sans jamais même évoquer les milliers de morts et le risque génocidaire encouru par la population gazaouie. Pire encore, ils exigent cette empathie pour bloquer toute empathie ultérieure sur les victimes de la vengeance revendiquée par le gouvernement israélien. Cette empathie revendiquée a un implicite: vous êtes avec nous ou contre nous.

Une étude attentive des textes de ces groupes juifs de gauche qui investissent les syndicats partis médias, de cette question de l'insuffisante empathie pour les juifs, montre dans ses replis l'emprise sioniste sur ces débats. Il s'agit de ramener à plus de modération la critique d'Israël, et ça marche!

Cela signifie-t-il qu'il ne faudrait pas parler d'antisémitisme? Certainement pas, d'ailleurs cette question est très présente au sein des débats de l'UJFP. Le problème c'est comment on pose le cadre du débat et ses critères: soit l'antisémitisme est un racisme à part, qui mérite une distinction spéciale de toutes les autres formes du racisme, et on voit bien là l'héritage en France de la Seconde Guerre mondiale, mais cette hiérarchie favorise l'«unicité» de la question juive, sa mise au-dessus et toutes les autres formes du racisme agglomérées en un magma indistinct, son appréhension comme exception.

Soit on acte que le racisme travaille les sociétés européennes depuis longtemps, non seulement sous sa

forme antisémite, mais aussi sous sa forme coloniale, esclavagiste, impérialiste, et sa persistance dans nos sociétés (une persistance d'autant plus visible que les fils et filles des colonies et du sud sont aussi ici et françaisEs depuis la décolonisation. On voit bien que la question décoloniale a beaucoup divisé et divise toujours les syndicats, les partis les militants de gauche. La *color-blindness* assumée, la haine parfois de ceux qui ont osé se revendiquer indigènes, la dispute qui traverse les universités entre ce qu'ils appellent universalisme à la française et communautarisme, autant de questions qui rencontrent beaucoup de résistances. Cette seconde façon d'aborder et d'articuler le racisme dans ses différentes formes a le mérite de rechercher des convergences humanistes et politiques, alors que la première hiérarchie sépare, et isole les juifs.

**Y-a-t-il urgence à «former» les militantEs à gauche aux dangers de l'antisémitisme?**

Il y a urgence à mobiliser les militants sur le racisme en général, sur les questions décoloniales, l'anti-impérialisme et l'internationalisme. Et l'antisémitisme fait intégralement partie de toutes ces questions, il n'est ni ailleurs ni au-dessus.

**Ou une meilleure connaissance de la tradition juive antisioniste ne serait-elle pas le meilleur préalable à toute discussion relative à ces questions?**

La tradition juive antisioniste a eu le mérite dès son début d'alerter sur ce que le sionisme produirait dans cette région. Les antisionistes ont dès la première heure pris en compte la présence sur la terre sans peuple, d'un peuple autochtone qui ne supporterait pas d'être dépossédé.

Puis avec la progression du peuplement juif du territoire, et l'installation d'une souveraineté juive sur ce même territoire, ils ont cherché et cherchent toujours des issues humanistes à l'affrontement inévitable. Ces pages sont en réalité à la fois d'une justesse profonde quant au diagnostic, et pleines d'espoir pour une possible guérison. □

**Propos recueillis par Thierry Labica  
le 20 novembre 2023**

# Quelles solidarités avec le peuple palestinien ?

PAR ÉDOUARD SOULIER

*La singularité de la guerre initiée par Israël sur la bande de Gaza après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 continue de montrer l'énorme asymétrie militaire et opérationnelle entre Israël et les palestinienNEs sous occupation. Dans cet affrontement asymétrique entre un occupant et une population colonisée, l'aide extérieure est centrale pour peser sur le rapport de force, pour améliorer la vie des PalestinienNEs et, à terme, donner l'espoir d'une solution pérenne qui respecte leurs droits.*

**V**ue d'Europe, cette solidarité doit pouvoir se manifester de manière massive tant le soutien européen est important pour la classe dirigeante israélienne. Juste après les USA, l'Europe est un acteur majeur du soutien à la colonisation. Il faut également développer la solidarité pour éviter le sentiment d'impuissance et de frustration, surtout face aux images terribles de purification ethnique à Gaza et en Cisjordanie. Un tel sentiment de frustration et de colère devant l'horreur quotidienne doit pouvoir trouver une traduction politique de soutien et de solidarité.

## SOUTIEN POLITIQUE EFFECTIF

La brutalité de la guerre menée par Israël a eu pour réponse un mouvement de solidarité international : plusieurs centaines de milliers de manifestantEs dans des dizaines de pays, y compris dans le monde arabe, ont défilé pour l'arrêt des bombardements sur Gaza. Ces actions avaient pour objectifs de visibiliser la cause palestinienne, de développer les réseaux de solidarité, de mettre en avant les voix palestiniennes et de créer ce fameux rapport de force. Il est important de desserrer l'étau contre les interdictions et les harcèlements qui pèsent ou ont pesé sur Salah Hamouri, Rima Hassan, jusqu'à l'épisode honteux de l'expulsion de Myriam Abu Daqa.

Les voix palestiniennes sont étouffées ici, mais aussi en Israël et sur la scène internationale. Cela montre la nécessité de la diffusion des différents rapports palestiniens publiés sur l'apartheid, sur la situation en Palestine et sur la caractérisation d'Israël comme État d'apartheid. Ce travail avait été effectué par les associations palestiniennes, et le fait d'être relayées par des ONG reconnues – notamment Amnesty International – a permis de donner une audience internationale à la situation palestinienne. Il faut donc faire la publicité large de ces rapports, qui contribuent à affaiblir la position dominante d'Israël ainsi que sa légitimité. D'ailleurs, l'État israélien a déclenché des attaques sur les associations palestiniennes de droits humains, dont Al Haq et Addameer. Cette dernière est une association de soutien aux prisonniers palestiniens dont Salah Hamouri était l'un des avocats : la mobilisation pour sa libération ainsi que contre sa déportation sont des éléments essentiels de la solidarité. Salah est une voix importante de la lutte en soutien aux prisonnierEs palestiniens et contre la colonisation. Il existe plusieurs campagnes de soutien international aux prisonnierEs palestiniens, notamment les enfants, car Israël est le seul pays au monde à juger devant des cours militaires et à emprisonner des mineurEs<sup>1</sup>. Chaque année, entre 500 et

700 enfants comparaissent devant les tribunaux militaires sans aucun respect de leurs droits fondamentaux à un procès équitable.

Une autre forme de solidarité concrète permet de créer des liens avec d'autres mouvements : la lutte contre le mur d'apartheid dressé par Israël en Cisjordanie et contre la barrière autour de Gaza rejoint les luttes actives contre le mur étatsunien érigé sur les terres indigènes à la frontière avec le Mexique, contre le mur de 2700 km construit par le Maroc au Sahara occidental, contre ceux de Ceuta et Melilla, ou encore contre le « mur » meurtrier qu'est devenue la Méditerranée sous Frontex.

## BLOCAGE DES USINES D'ARMEMENT

Workers for a Free Palestine est un réseau de syndicalistes actives dans les principaux syndicats britanniques qui s'est formé en réponse à l'appel de syndicalistes palestiniens : leurs militantEs ont bloqué en novembre une usine d'armement gérée par BAE Systems à Rochester, en Angleterre. Un flux constant de composants pour les avions militaires utilisés par la force d'occupation israélienne à Gaza quitte le site de Rochester, où BAE Systems



produit des systèmes d'interception pour les avions de combat F35 et des composants pour les avions de combat F16<sup>2</sup>. L'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems, est très régulièrement bloquée en Angleterre : c'est une cible prioritaire de la campagne BDS. De la même manière, les livraisons d'armement pour la guerre sur Gaza peuvent aussi être bloquées, comme l'ont montré les dockers du port de Gênes en bloquant l'entrée du port. À Dartmouth, des militantEs et sympathisantEs ont bouclé les entrées de GeoSpectrum, une filiale d'Elbit Systems. Des syndicalistes ont empêché le chargement d'une livraison de l'entreprise ZIM à Narm/Melbourne, et d'autres ont fermé temporairement le site de fabrication d'armes de Colt à West Hartford, Connecticut. Des travailleurEUSEs d'Airbus, Getafe en Espagne, ont manifesté à l'intérieur de l'usine avec une banderole proclamant : « *Les travailleurEUSEs Airbus sont solidaires de la Palestine, non aux ventes d'armes à Israël* »<sup>3</sup>.

Des syndicalistes et des militantEs ont manifesté devant la mine exploitée par Israel Chemical Limited (ICL). ICL fournit Monsanto (maintenant Bayer) en phosphate pour la production de phosphore blanc, vendu ensuite à Pine Bluff Arsenal (PBA) qui assemble les composants. Des syndicats représentant touTEs les travailleurEUSEs du port de Barcelone ont signé l'appel des syndicats palestiniens, déclarant qu'ils et elles ne transporteraient pas d'armes en direction Israël et demandaient un cessez-le-feu immédiat. En France, Exxelia, un équipementier militaire qui a pignon sur rue, fournit l'armée israélienne. Lors des bombardements de 2014, une famille de Gaza a trouvé un composant venant de cette compagnie et a intenté une action en justice en 2016. Les premières auditions ont eu lieu cette année (7 ans après la plainte) pour étudier les poursuites<sup>4</sup>. La pression sur les usines d'armement ou d'équipement d'armement devra s'accroître pour obtenir un véritable embargo militaire, réclamé par les ONG palestiniennes.

#### LA FLOTTILLE MAVI MARMARA

En mai 2010, une flottille baptisée Mavi Marmara, composée de six navires civils transportant 750 activistes de

37 pays, est partie d'Istanbul à destination de Gaza pour briser le blocus israélien, transportant également 10 000 tonnes de vivres, de médicaments, de vêtements, de maisons préfabriquées et d'aires de jeu pour enfants, notamment. À l'aube du 31 mai 2010, les commandos israéliens ont abordé par hélicoptère et dans les eaux internationales le Mavi Marmara, navire amiral de la flottille. Les commandos ont ouvert le feu, tuant neuf militantEs et faisant de nombreux blesséEs. Une attaque meurtrière contre une flotte pacifique qui s'est effectuée dans les eaux internationales avec l'arrogance et l'impunité qui sont les marques de fabrique d'Israël. Cette flottille et les méthodes utilisées pour la contrer ont montré que ces actions de solidarité concrètes organisées par en bas, en dehors des accords entre États, avec pour objectif d'affronter le blocus, était une stratégie qui mettait en péril la légitimité d'Israël. Le coût humain a été hélas bien trop élevé, et nous réclamons toujours justice après la mort de ces militantEs. D'ailleurs, le mémorial Mavi Marmara célébrant cette action et installé à Gaza a été démolé par l'armée israélienne lors de son incursion en novembre 2023.

#### SOUTIEN AU BOYCOTT ET À LA CAMPAGNE BDS

Une autre méthode de solidarité concrète repose sur le soutien à la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) lancée par la société civile palestinienne en 2005. Composée de plus de 170 organisations palestiniennes, elle représente largement la société palestinienne et a pour but d'imposer des sanctions directes à Israël tant que l'apartheid et l'occupation seront en place. Cette campagne de boycott – à l'image de la lutte en Afrique du Sud – allie action individuelle et personnelle « facile » à mettre en place par le boycott des produits israéliens ou distribués par des entreprises qui soutiennent la colonisation et des actions de pression sur certaines compagnies que la campagne BDS cible pour ses liens étroits avec l'apartheid : Puma, qui sponsorise les équipes de foot israéliennes ; Hewlett-Packard pour la logistique de surveillance – carte à puce, base de checkpoint – et le soutien informatique qu'elle fournit à

Tsahal ; et surtout Carrefour, qui est devenu une cible privilégiée depuis son installation en grandes pompes en 2022 pour « *augmenter le pouvoir d'achat des Israéliens* » et qui vend ses produits dans les colonies illégales de Cisjordanie.

La campagne BDS a un succès international : elle est présente dans plusieurs dizaines de pays, notamment ceux du Sud global. Israël dépense annuellement 35 millions de dollars pour contrer BDS et blanchir son image. Lors de l'attaque d'octobre/novembre 2023 sur Gaza, plusieurs listes de produits à boycotter ont émergé, obligeant certaines compagnies à se positionner. Par exemple, la campagne menée – hors BDS – sur McDonald's a eu un impact direct sur les ventes après que McDo Israël a annoncé donner des repas gratuits aux soldats. McDo international a dû publier un démenti pour indiquer que la société ne soutenait pas Israël. En 2011, la campagne BDS a été criminalisée en France, mais en 2021 la CEDH et en 2023 la cour de cassation ont validé la légitimité et la légalité de l'appel au boycott.

La campagne BDS peut aussi se décliner sous plein d'autres formes : boycott culturel, boycott universitaire et boycott syndical. Le soutien effectif des syndicats à la solidarité palestinienne et à la campagne BDS est encore un combat politique à mener.

La campagne BDS développe aussi les Espaces sans apartheid (ESA), qui s'engagent à ne pas soutenir l'apartheid, notamment israélien. L'Europe a des dizaines d'accords commerciaux avec Israël, sans aucune sanction : il est temps d'inverser cet état de fait et d'imposer des sanctions.

La lutte pour la justice en Palestine a besoin de ces solidarités directes pour se maintenir et se renforcer. Les pressions directes externes sur Israël permettent de desserrer l'étau et d'instaurer un véritable rapport de force à un moment où le peuple palestinien en a le plus besoin. □

1. <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/l-incarceration-des-palestiniens-cle-de-la-colonisation-israelienne,4774>

2. <https://www.dimse.info/>

3. <https://agencemediapalestine.fr/blog/2023/11/13/des-syndicats-de-six-pays-differents-empechent-les-ventes-darmes-a-israel/>

4. <https://www.humanite.fr/monde/gaza/enfants-tues-a-gaza-en-2014-le-marchand-darmes-exxelia-technologies-au-coeur-des-investigations-de-la-justice-francaise-804884>

# Une solidarité internationale avec les Palestinien·nes se construit

PAR ANTOINE LARRACHE ET TERRY CONWAY

*L'offensive d'Israël contre Gaza a soulevé une révolte mondiale, comme peu de thématiques en provoquent. Après une période de paralysie consécutive aux événements du 7 octobre, des mobilisations se sont organisées dans de nombreux pays, en fonction du contexte particulier de chacun.*

Ces manifestations ont souvent été caractérisées par la participation importante de jeunes, et notamment de jeunes femmes jouant un rôle moteur. Dans de nombreux pays, particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, il y a eu une participation significative de courants juifs derrière des banderoles du type «*plus jamais ça, pour personne*». Il y a eu également une visibilité croissante de LGBTI+ dans de nombreux pays.

Entre le rejet de l'action de guerre du 7 octobre par une partie importante de l'opinion et l'offensive politique menée, dans la foulée, par les classes dirigeantes, il a fallu plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour construire une mobilisation, alors que les bombes tombaient sur la population. La sidération s'est petit à petit transformée en indignation militante dans de nombreux pays, même si les rythmes et les modalités sont très variables.

## DES MOBILISATIONS AU CŒUR DE L'IMPÉRIALISME

En Israël, pour commencer, les mobilisations sont très limitées. Si plusieurs centaines de personnes ont pu participer à quelques manifestations, c'est la peur qui domine en raison de l'importante pression politique exercée sur les militant·es : les manifestations politiques sont globalement interdites tant qu'Israël est en guerre. «*Le 18 octobre, cinq manifestants ont été arrêtés à Haïfa avant même le début d'une "veillée de solidarité" pour Gaza, tandis que 12 ont été arrêtés lors d'une manifestation similaire dans la ville arabe du nord d'Umm Al-Fahm.*»<sup>1</sup> Des

centaines de citoyens palestinien·NES d'Israël ont été arrêté·ES et des militant·ES de gauche ont reçu des menaces de mort et sont victimes de harcèlement sur les réseaux sociaux notamment.

L'essentiel des mobilisations est centré sur la revendication de libération des otages, un mot d'ordre qui, même s'il n'est pas spontanément progressiste, pousse à des négociations<sup>2</sup> plutôt qu'aux massacres aveugles et, dans le contexte d'Israël, exerce une pression dans le bon sens. Les autres revendications, portées par des franges plus progressistes mais très minoritaires, concernent la demande d'un cessez-le-feu et de condamner tous les crimes de guerre, donc y compris ceux commis par Israël. Un appel d'urgence à la communauté internationale «*arrêtez le transfert forcé en Cisjordanie*», a été publié par *B'Teslem*<sup>3</sup> et signé par une trentaine de structures.

Aux États-Unis, la pression a été importante, autour du discours selon lequel Israël aurait le «*droit de se défendre*». Mi-octobre, seuls 18 % de la population considéraient l'attaque d'Israël comme excessive. Mais petit à petit, en voyant les images des enfants morts, des hôpitaux, des réfugiés, la solidarité a pu commencer à s'exprimer. Depuis mi-novembre, une majorité de la population est favorable à un cessez-le-feu<sup>4</sup>. D'autant que Joe Biden a, de son côté, apporté des fonds et un soutien politique sans faille à Netanyahu. Des mobilisations symboliques d'organisations comme le groupe Voix juive pour la paix, par exemple l'occupation du Congrès et, à de nombreuses reprises,

de la station Grand central à New York, ont donné du courage et illustré que ni l'État d'Israël ni Biden ne peuvent se réclamer du soutien unanime des juifs des États-Unis. Un nombre croissant de syndicats étatsuniens a signé des appels au cessez-le-feu, notamment United Electrical Radio and Machine Workers of America (UE), la Coalition of Labor Union Women (CLUW), and l'American Postal Workers Union (APWU) et, de façon plus significative, l'United Auto Workers<sup>5</sup>. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, notamment le 4 novembre à Washington. Des blocages de rues et de ponts ont été suivis par des arrestations de manifestant·ES, surtout en Californie et à New York. Dans les universités, des étudiant·ES et des enseignant·ES commencent à résister à la campagne d'intimidation qui les associaient au Hamas.

Juste à côté, au Canada, les manifestations ont été proportionnellement plus importantes, avec une marche sur Ottawa le 26 novembre qui a regroupé autour de 25 000 personnes<sup>6</sup>, tandis que des centaines de personnes ont bloqué le pont Jacques-Cartier à Montréal le 16 novembre<sup>7</sup>.

En Grande-Bretagne, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont manifesté. En effet, malgré le positionnement du pouvoir, et y compris de la direction du parti travailliste qui soutient le «*droit*» d'Israël à priver Gaza et d'électricité, interdit aux représentants





Manifestation contre l'action israélienne à Gaza, 22 octobre, Kuala Lumpur. © PeaceSeekers - Own work, CC BY-SA 4.0

élus de participer aux manifestations, et aux sections locales du parti d'y porter des banderoles, 76 % de la population soutient un cessez-le-feu immédiat. Des manifestations sont organisées dans de nombreuses villes. Les lycéenNES et les étudiantES sortent des salles de classe pour protester. Ces trois dernières années, une campagne d'action directe contre les ventes d'armes s'est développée, notamment contre Elbit systems, le plus important producteur d'armes d'Israël, qui fournit 85 % des drones utilisés par l'armée israélienne, et sa filiale Inthro Precision Ltd<sup>8</sup>. Le massacre actuel à Gaza a entraîné une multiplication de ces actions, dont une partie sous la bannière Workers for a Free Palestine, ainsi que des appels aux travailleurs/ses de certaines entreprises d'armement exportant vers Israël pour qu'ils entreprennent des actions de solidarité<sup>9</sup>.

#### DES LIENS AVEC LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Dans une série de pays, les mobilisations, sans être aussi massives qu'en Grande-Bretagne, sont importantes et les personnes racisées réalisent un lien avec les mobilisations antiracistes. C'est le cas en Italie par exemple, où les mobilisations ont rassemblé plusieurs milliers de personnes et où les jeunes mobiliséES ont pu faire le lien avec les revendications pour une pleine citoyenneté. Cela a été le cas au Chili, qui comporte une forte communauté palestinienne, de 700 000 personnes, liée à l'histoire d'immigration du pays. Les réactions des organisations du mouvement ouvrier ont été globalement solidaires du peuple palestinien, 20 000 personnes ont défilé

le 4 novembre à Santiago, même si le pouvoir reste pleinement solidaire d'Israël. Depuis ont eu lieu des événements culturels, des déclarations de membres du parlement, des rassemblements dans plusieurs villes. Le gouvernement a rappelé son ambassadeur en Israël, et la Coordinadora por Palestina, coalition de mouvements sociaux et d'organisations politiques, continue à organiser la lutte. En France, bien que la mobilisation soit assez faible, la participation des personnes racisées est très forte et les liens politiques entre le mouvement et les luttes antiracistes est important. C'est d'autant plus le cas que le pouvoir avance une politique répressive dans la continuité de l'offensive raciste qu'il a menée contre la révolte des quartiers populaires face aux violences policières et racistes, puis la campagne contre l'abaya et la loi asile-immigration de Darmanin. Face à la politique de Macron, solidaire d'Israël et criminalisant les classes populaires, l'identification avec la lutte du peuple palestinien est assez évidente.

En Allemagne, la pression politique contre le mouvement de solidarité est très forte, le soutien à Israël étant masqué derrière un discours qui assimile très rapidement tout critique à de l'antisémitisme. Les camarades de l'ISO dénoncent les attaques du pouvoir, expliquant la proximité idéologique entre le racisme d'Israël et le politique de l'Allemagne concernant les expulsions d'étrangers, la répression sur les lieux de travail et contre les manifestations et associations et l'islamophobie<sup>10</sup>. 1 500 personnes ont manifesté à Berlin, et 7 500 à Düsseldorf.

#### UNE MOBILISATION À TRAVERS LE MONDE ENTIER

Au Japon les mobilisations sont importantes. Ainsi, 4 000 personnes ont défilé à Shibuya (arrondissement de Tokyo) le 11 octobre. Une semaine plus tard, le 18 octobre, une action a rassemblé 350 personnes devant l'ambassade des États-Unis et, le 20 octobre, 2 000 personnes ont manifesté devant l'ambassade d'Israël. Les camarades montrent beaucoup d'enthousiasme pour ces actions, qui ont rassemblé *« beaucoup de familles, y compris de jeunes enfants. [...] C'est une action pleine d'enthousiasme et de colères »*<sup>11</sup>.

À Porto Rico, plusieurs milliers de personnes ont manifesté le 19 novembre, et un réseau de solidarité avec la Palestine s'est mis en place. Les manifestantES reprennent notamment le slogan *« de la rivière à la mer, la Palestine sera libre »*, entendu comme un *« appel à l'égalité et à la libération »*<sup>12</sup>.

À Chypre, des manifestations ont lieu toutes les semaines à Nicosie, la capitale, mais aussi à Limassol. La prochaine manifestation sera appelée plus largement, par les organisations politiques de gauche, les syndicats, les associations antiracistes, féministes, les organisations pour la paix. Des rencontres ont lieu, notamment avec les femmes palestiniennes. Il faut avoir en tête que Gaza est à moins de 300 km de Chypre, ce qui conduit, malgré le soutien du gouvernement à Israël, à une forte solidarité.

Le Pakistan a vu d'immenses mobilisations de solidarité avec la Palestine dans la plupart de ses villes: Islamabad, Lahore, Karachi notamment<sup>13</sup>.

## CONSTRUIRE LA MOBILISATION

L'exception la plus notable dans ce tableau est la faiblesse relative des mobilisations de masse dans les pays arabes. Il y a eu des manifestations organisées par les partis d'opposition en Jordanie<sup>14</sup>, au Liban par les forces favorables au Hamas<sup>15</sup>, et en Égypte<sup>16</sup>, en Tunisie<sup>17</sup>, en Algérie<sup>18</sup> et au Maroc<sup>19</sup>, mais elles ont été limitées, en raison de la conjonction de plusieurs facteurs. Le premier, essentiel, est la «normalisation» des relations entre les pays du Moyen-Orient, en particulier l'Égypte, et Israël, dans le cadre d'un accord avec les puissances impérialistes occidentales, en particulier les États-Unis, cette «normalisation» se réalisant au détriment des Palestiniens. Le second est la répression systématique des mobilisations dans ces pays qui craignent que la mise en mouvement des classes populaires déstabilise les régimes en place en ravivant le Printemps arabe. Et le second, qui lie les deux premiers, est la crainte d'un embrasement général de la région, remettant en cause la présence impérialistes, bouleversant les rapports de forces globaux... et ouvrant pourtant, de fait, de vraies perspectives pour une solution socialiste à la lutte en Palestine<sup>20</sup>.

La lutte du peuple palestinien s'inscrit dans la durée. En effet, la trêve actuelle ne règle absolument pas la situation, puisque le peuple palestinien reste

dans une situation critique, avec la destruction des infrastructures et de l'économie, sans même parler des vies humaines, tandis que le gouvernement israélien prétend vouloir éradiquer le Hamas, ce qui ne peut se réaliser que par un nettoyage ethnique correspondant au déplacement ou au meurtre de centaines de milliers de personnes. La lutte va donc continuer, même si les formes peuvent évoluer.

Le rôle des révolutionnaires est de contribuer à construire une résistance de masse, dans les pays arabes bien entendu, mais tout autant, parce que c'est plus facile d'un point de vue démocratique, dans les autres pays du monde. Les classes populaires sont les plus susceptibles de se mettre en mouvement en raison des connexions possibles dans la conscience entre les différentes histoires coloniales, la question du racisme. Or, ces classes disposent de peu d'outils pour se mobiliser, les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier leur étant peu accessibles et étant elles-mêmes peu actives sur la question de la solidarité internationale. La construction de collectifs locaux de mobilisation semble dans ce cadre un outil pertinent, combinée à une politique de front unique classique d'accords entre organisations, pour permettre une auto-organisation de la solidarité, un moyen qui semble nécessaire

pour passer de réactions spontanées à un mouvement de masse construisant un rapport de force permettant de faire reculer les forces impérialistes. □

1) «Risquant d'être arrêtés et agressés, les Israéliens commencent à protester contre la guerre de Gaza», 972mag, 31 octobre 2023.

2) Voir l'interview de Michel Warchawski p. 16.

3) 29 octobre 2023, «Emergency call to the international community - stop the forcible transfer in the West Bank».

4) «US public support for Israel drops; majority backs a ceasefire, Reuters/Ipsos shows».

5) «United Auto Workers union calls for "immediate, permanent cease-fire" in Israel-Hamas war, becoming largest labor union to do so».

6) Voir le Facebook de Brian Mc Dougall.

7) «Des Montréalais bloquent un pont pour exiger un cessez-le-feu immédiat à Gaza».

8) «The 'other' Palestine protesters quietly shutting down arms factories».

9) «Pro-Palestine protestors blockade UK weapons factory in demonstration over Israel war».

10) <https://intersoz.org/solidaritaet/> et «Palästinasolidarität: Wider die deutsche Staatsräson».

11) <https://www.jrcl.jp/okinawa/27871-1/>, <https://www.jrcl.jp/okinawa/27901-1/> et <https://www.jrcl.jp/okinawa/27901-1/>.

12) «La solidaridad de Puerto Rico con Palestina en Marcha».

13) «Thousands continue to march in support of Gaza in multiple cities worldwide», «Tens of thousands march in solidarity with Palestine in Pakistan».

14) «Thousands of Jordanians rally in Amman in support of Hamas».

15) «Protesters rally in Beirut in solidarity with Gaza Palestinians».

16) «The war on Gaza has sharpened Egyptian popular grievances – both on Palestine and at home»

19) «Tens of thousands march in Morocco for Palestinians»

20) Voir «À Gaza pourrait bien se jouer l'avenir du monde».

## Construire la mobilisation en France

Les mobilisations dans le monde montrent la possibilité de construire des luttes de masse, même dans les pays les plus directement liés à Israël et à l'impérialisme étatsunien. Si le mouvement rencontre des difficultés, il fait peu de doutes qu'il va continuer, car le nettoyage ethnique entrepris par Israël ne se réglera pas en quelques semaines. Le déplacement massif de populations, les destructions, d'un côté, la résistance en Palestine et dans le monde de l'autre, conduisent à penser que le conflit va durer, et que nous devons nous organiser pour peser dans le rapport de forces.

La première question est de savoir quels objectifs nous poursuivons. Des discussions ont lieu à ce sujet dans les collectifs pour la Palestine, pour travailler à combiner les explications sur la guerre, gagner l'opinion à un soutien à la Palestine, ainsi que la dénonciation de la position de Macron et des puissances impérialistes ; des actions concrètes de solidarité, y compris humanitaires ; et les actions de boycott permettant d'augmenter le rapport de forces vis-à-vis d'Israël.

À ces éléments s'ajoutent diverses discussions de second plan qui permettent de mieux comprendre et argumenter : sur le rôle d'Israël dans la région, la résistance du peuple ukrainien et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le rôle de la France dans le monde, y compris ses interventions impérialistes en Afrique, et surtout la logique d'ensemble de la politique du gouvernement français, de la répression dans les quartiers populaires au soutien à Israël en pas-

sant par la campagne islamophobe sur l'abaya et l'interdiction des manifestations. Notre mouvement deviendra d'autant plus fort qu'il acquerra une compréhension des positions de l'État autoritaire, soutenu par l'extrême droite, contre la résistance.

La mobilisation pour la Palestine est une mobilisation des classes populaires, une intervention politique autonome, indépendante, consciente, des milieux populaires, et c'est une très bonne chose, surtout dans le contexte de recul du rapport de forces global. Le rapport de forces ne passera pas, bien sûr, par les institutions internationales comme l'ONU, qui a montré sa totale inutilité, voire sa complicité, dans ce conflit, ni par un positionnement correct des institutions, à moins que nous exerçons une pression très importante sur elle. De plus, la gauche gestionnaire, du PS à EELV en passant par le PCF, sont de faibles alliés dans cette lutte. En effet, leurs positionnements sont strictement humanitaires : ils peuvent s'opposer aux massacres les plus durs, mais privilégient les institutions internationales plutôt que le rapport de forces pour résoudre cette guerre. Ils ne peuvent donc être des alliés que pour des actions communes très élémentaires comme la tenue d'une manifestation. En revanche, nous devons compter sur nos propres forces pour construire des collectifs à la base. Pas seulement des cartels d'organisations, dont les capacités sont limitées, mais plutôt, à l'image d'Urgence Palestine, des collectifs militants locaux, démocratiques, qui mettent l'action au premier plan, pour revendiquer, peser et convaincre.

A.L.

# Construire une nouvelle dynamique militante en Palestine

*Nous avons rencontré L.S., militante palestinienne, pour parler des actions menées du côté palestinien.*

**L'Anticapitaliste: Est-ce que tu as des informations sur ce qui se passe aujourd'hui à Gaza, et sur l'état de la résistance palestinienne ?**

**L. S. :** À part ce qu'on entend dans les médias, toutes les informations qui y sont diffusées, ce qui m'inquiète beaucoup c'est l'état d'esprit des gens, toutes les destructions à laquelle ils font face. On parle de nombre de mortEs, mais ce sont des chiffres. On ne parle pas des histoires humaines qui sont derrière. On parle des enfants, mais on ne sait pas combien d'enfants, on ne se préoccupe pas de ce que vont devenir celles et ceux qui ont perdu toute leur famille. Les déplacements de familles à plusieurs reprises, d'un endroit à l'autre, cela représente une grande instabilité.

Il y a aussi toute la destruction de Gaza, des infrastructures. On n'a jamais vu ce type de photos et d'images dans les guerres précédentes : c'est vraiment une guerre menée non seulement pour éliminer la population, mais aussi pour raser le territoire. C'est ce qui est le plus inquiétant, avec le projet politique qui est derrière.

L'état mental et psychologique est plus grave peut-être encore que l'état physique des victimes. Parce que dans toutes les guerres, dans tous les déplacements de population, on connaît la crise humanitaire, la destruction des foyers, les refuges, les massacres, etc. Mais ce n'est pas une guerre classique : c'est une guerre coloniale, et Israël la mène sous les yeux de la terre entière, de tout l'Occident et des pays arabes. On meurt en silence.

Ce qui est aussi inquiétant, c'est l'après : à l'arrêt des massacres, comment les gens vont-ils retrouver leur vie, leur famille, dispersée, leur maison ? Ce n'est pas seulement l'aspect humain,

c'est aussi l'aspect social qui est en jeu. C'est ce qu'Israël veut, et fait de cette guerre : pas seulement écraser et raser le territoire de Gaza, massacrer le maximum de gens, mais aussi détruire la société palestinienne.

Il n'y a plus de lieux de travail, les écoles sont détruites, les hôpitaux aussi, etc. Donc il n'y aura plus de vie. Il faudra tout reconstruire, si Israël n'a pas envahi et fait aboutir son projet politique de chasser les populations, de positionner des colonies, etc.

**Tu penses que leur objectif est cette destruction et, morceau par morceau, de coloniser la bande de Gaza ?**

Je pense qu'ils vont élargir les colonies. Peut-être pas rentrer dans les endroits les plus peuplés, ils auront peut-être d'autres objectifs. Il est possible aussi que l'objectif d'Israël ne soit plus d'installer un très grand nombre de colonies, parce que ça coûte cher, mais de ne rien faire de ces terrains, les transformer en zones tampons.

**Est-ce que la population à Gaza a encore la capacité de s'organiser pour résister ?**

Il y a une résistance militaire, qui s'est construite pendant toutes ces années, même si ce n'était pas à la même échelle qu'aujourd'hui. On n'a jamais pensé qu'il y aurait une opération aussi organisée que celle du 7 octobre. Donc ça montre effectivement que la résistance militaire est très organisée aujourd'hui, très construite, avec des moyens plus forts que ces dernières années.

Une résistance militaire défend la bande de Gaza, mais il y a aussi la résistance citoyenne dans les villes : toutes les associations palestiniennes, les ONG - même si on peut critiquer certaines ONG qui sont devenues des

appareils étatiques - qui font du boulot sur le terrain. Donc il y a une résistance civile incroyable. Et ce sont ces gens-là qui organisent la résistance et toute la vie quotidienne des Gazaouis, depuis le blocus.

**Tu peux donner des exemples ?**

Il y a vraiment une diversité dans les associations, des petites et des moyennes qui travaillent, par exemple, avec les jeunes, avec les enfants, les femmes, des associations de santé. Il y a par exemple une association des femmes journalistes.

Il y a des syndicats, mais ce ne sont pas les syndicats officiels. La Fédération générale des syndicats palestiniens (Palestinian General Federation of Trade Unions, PGFTU) est vraiment un appareil étatique. Sa direction, ce sont des représentants des organisations politiques au sein de l'OLP, qui sont désignés pour être la direction des syndicats. Et la plupart de temps, ce ne sont pas des vrais syndicalistes. Il y a également un autre syndicat, aussi étatique, qui représente l'Union des syndicats qui s'était formée à l'extérieur de la Palestine quand l'OLP était au Liban. Ils ont installé une forme de syndicat pour travailler avec les réfugiés palestiniens au Liban. La direction est revenue avec le retour de l'OLP en Palestine. Donc il y a parfois des concurrences entre les deux, mais ils sont sur la même ligne politique, la ligne officielle de l'OLP et de l'Autorité palestinienne.

Il y a une quinzaine d'années, il y a eu d'autres syndicats, qu'on appelle les syndicats indépendants, qui ont été constitués par de vrais syndicalistes au sein des syndicats officiels, mais qui ont pu se libérer et construire des vrais syndicats agissant avec les travailleurs et les travailleuses.



### Dans quels secteurs par exemple ?

Dans le secteur de l'éducation, dans celui de la santé, de l'électricité. Ils travaillent aussi dans d'autres secteurs, mais ces trois secteurs-là sont vraiment les plus forts pour les syndicats indépendants. Donc à Gaza, ce sont des syndicats indépendants qui organisent les travailleurs et les travailleuses, et défendent leurs besoins. Il y a aussi des travailleurs et travailleuses palestinienNes en Israël, mais c'est autre chose.

### On a à peu près 60% de chômage à Gaza. C'est gigantesque. Et donc, ces chômeurs et chômeuses dépendent aussi de structures du type ONG ?

Il n'y a pas vraiment d'aide sociale, d'équivalent du RSA. Il y a l'aide familiale, des associations, mais elles se sont énormément réduites ces dernières années. Il y a beaucoup de pauvreté.

### En France, tout ce qui est diffusé par les médias est très schématique: c'est l'attaque du Hamas, sans expliquer qu'il y a aussi d'autres organisations, et sans du tout expliquer non plus ce qu'est le Hamas. Ces organisations sont sur la liste des organisations terroristes, donc on n'est pas censé comprendre pourquoi elles agissent. Est-ce que tu peux essayer d'expliquer quels sont les débats qui peuvent exister à Gaza et, un peu plus largement, en Palestine ?

Toutes les organisations sont sous le parapluie de l'OLP, y compris le FPLP et le FDLP. Il n'y a pratiquement que le Hamas et le Jihad islamique qui sont à l'extérieur de l'OLP. Le FPLP est

divisé, parce que certainEs militantEs veulent continuer à rester au sein de l'OLP, tandis que d'autres veulent que le FPLP en sorte. À l'extérieur par exemple, en Syrie et au Liban, le FPLP n'a pas les mêmes cadres de travail qu'en Palestine.

L'Autorité palestinienne gère la vie administrative quotidienne des PalestinienNEs et, depuis les accords d'Oslo, elle contrôle, de fait, la vie des organisations palestiniennes. L'OLP est très affaiblie. Le Fatah a beaucoup reculé, certains militantEs sont en *stand by* parce qu'ils et elles ne sont pas d'accord avec la position officielle du Fatah. À Jenine et Naplouse, il y a une résistance armée, les groupes du Fatah travaillent avec le Hamas et le Jihad, complètement en désaccord avec la position officielle du Fatah.

Même le FPLP s'est beaucoup réduit, en termes de nombre de militantEs: malheureusement, beaucoup sont en prison. Beaucoup aussi sont en retrait, ou l'ont complètement quitté, parce qu'ils et elles ne veulent plus travailler dans ce cadre, ou encore parce que la position du Fatah n'était pas très nette. CertainEs ont accepté de ne pas se retirer définitivement de l'OLP au moment d'Oslo, Et certains cadres du FPLP ont été absorbés par l'Autorité palestinienne.

C'est aussi le cas de l'ancien Parti communiste – devenu le PPP – qui a perdu sa légitimité et donc beaucoup de militantEs. Ni le Jihad ni le Hamas ne sont membres de l'OLP. Il y a aussi l'Initiative nationale palestinienne qui a été créée par Moustafa

Barghouti, Haider Abdel Shafi, et Ibrahim Dakkak. Haider Abdel Shafi, qui était médecin à Gaza et le responsable du croissant rouge, était une personnalité très respectée par toute la population: pendant les négociations de Madrid, il était le président de la délégation palestinienne (il n'y avait pas de délégation officielle palestinienne, parce qu'Israël et les États-Unis ne l'ont pas accepté, mais elle travaillait en fait sous le parapluie de la délégation jordanienne). Haider Abdel Shafi, avec d'autres personnes comme Fana Nahshari, porte-parole de cette délégation, mais aussi Faisal Fosemi, un cadre du Fatah très respecté, une personnalité de Jérusalem, étaient l'un des piliers importants de cette délégation pour l'accord de Madrid. Quand il a su qu'il y avait des négociations secrètes, il a démissionné en expliquant qu'il ne cautionnait pas ces négociations. Il a donc assumé, il a démissionné. Haider Abdel Shafi est quelqu'un de très respecté; Mustafa Barghouti, qui était à la tête d'une ONG médicale constituée à la fin des années 70, était lui aussi un cadre du Parti communiste pendant la deuxième Intifada, mais il y a eu des divergences: lui voulait aller plus loin dans la résistance. La direction n'était pas d'accord avec lui: avec Haider Abdel Shafi, il s'est donc retiré, avec le soutien d'Edward Saïd, l'intellectuel palestinien que tout le monde connaît. Ils ont fondé ensemble l'Initiative nationale palestinienne comme une troi-

sième voie entre le Fatah et le Hamas. Ce mouvement a eu à un moment donné beaucoup de succès, mais malheureusement, pendant les dernières années, ils ont aussi perdu beaucoup de leur public et de leurs militantEs. Ils sont rentrés officiellement dans l'OLP il y a quelques années, mais ils

Des civils mènent une opération de recherche et de sauvetage mardi sous les débris d'un bâtiment détruit après les attaques israéliennes sur le camp de Nuseirat à Deir al Balah, à Gaza. © Mustafa Hassona / Anadolu via Getty Images



restent quand même actifs sur le terrain. C'est un petit mouvement.

À Gaza, après la victoire électorale du Hamas en 2006, que le Fatah n'a pas acceptée et qui a déclenché des sanctions de la part de la communauté internationale, le Hamas a été obligé de reprendre le pouvoir. Ils ont commis beaucoup d'erreurs ; après des affrontements entre les militantEs du Fatah et les militantEs du Hamas, ils ont pris le pouvoir et ont écrasé les autres courants.

On parle là de la direction politique, parce qu'il n'y avait pas encore de groupe armé. La direction politique du Hamas dépendait des Frères musulmans, de l'aide du Qatar, et aussi du régime syrien. Donc le Hamas n'était pas encore considéré comme un mouvement faisant partie du mouvement national palestinien. Il faut rappeler aussi que quand le Hamas a été constitué, en 1988, pendant la première Intifada, c'était dans la continuité des mouvements des Frères musulmans, qui n'existaient pas officiellement en Palestine. Il n'y avait que des associations caritatives dépendant d'eux et, à l'époque, à Gaza, il y avait l'un de leurs leaders, le Cheikh Ahmed Yassine, qui était leur porte-parole : leur souci principal était de trouver comment éliminer l'OLP, la remplacer, car ses dirigeants étaient les seuls représentants légitimes du peuple palestinien, bien que l'OLP soit interdite officiellement en Palestine occupée.

En effet, à l'époque, tous les partis de gauche (le Parti communiste, le FPLP, le FDLP) et le Fatah, travaillaient ensemble : ils étaient présents sur le terrain en tant que composants de la direction unifiée de l'Intifada. Donc le Hamas était à part ; ses actions étaient toujours désynchronisées par rapport à la stratégie de l'OLP. Leur souci principal, à l'époque était d'essayer de créer une société islamiste, et d'attaquer les droits des femmes : ils ont mené des tentatives pour imposer le voile dans la bande de Gaza. Ils ont réussi à le faire dans des endroits conservateurs, comme par exemple la Ville d'Hébron ou encore dans le nord de la Cisjordanie. À ce moment-là, malheureusement, les organisations de la gauche palestinienne n'ont pas défendu les femmes pour ne pas s'affronter à lui. À Gaza, ça s'est passé

ainsi : même si à l'époque, c'était encore une société ouverte, lors de la première Intifada, pour aller, par exemple, aux funérailles des martyrs palestiniens ou pour aller présenter des condoléances à leurs familles, les militantes féministes, par respect, mettaient le voile ; c'est à ce moment-là que le Hamas en a profité pour imposer le voile aux femmes palestiniennes et qu'il a réussi à gagner l'hégémonie dans la société. La gauche palestinienne n'a pas fait son travail de mener cette bataille féministe, sous le prétexte que « ce n'est pas le moment », comme on dit partout. À ce moment-là, le Jihad islamique n'était pas présent, ou alors très discret, en tout cas, il n'a jamais cherché à prendre le pouvoir. Leur préoccupation essentielle était de résister au régime colonial sioniste, ce qui est une position bien plus respectable.

À partir de 2005, donc, et jusqu'en 2009, le Hamas a créé son groupe armé, la brigade d'Izz al-Din al-Qassam, du nom d'un dirigeant palestinien qui a combattu pendant le mandat britannique contre les milices sionistes en Palestine avant 1948. À partir de cette date, c'était la résistance, mais les gens n'étaient pas d'accord avec leurs méthodes d'envoyer des roquettes qui n'ont aucun effet, à part celui de provoquer en retour des bombardements de la part d'Israël – même si ce n'est en réalité pas le cas, parce que de toute façon les bombardements ont lieu. À chaque fois, la direction du Hamas a cherché son propre profit, et non pas l'intérêt général. C'est différent dans cette « guerre », où je crois que la direction militaire a pris la décision de l'attaque du 7 octobre en dehors de la direction politique qui, semble avoir été surprise, comme tout le monde.

Presque toute la direction politique du Hamas se trouve depuis un moment au Qatar – ce qu'on ne comprend pas, d'ailleurs, et les gens sont en colère : que fait la direction politique au Qatar au lieu de structurer la lutte ? Ismail Haniyeh se balade partout, il va dans toutes les conférences, comme le fait Mahmoud Abbas : alors, quelle différence entre les deux ?

Je pense que la direction militaire a eu raison de chercher à provoquer un changement de rapport de force. La direction politique du Hamas est

l'interlocuteur pour négocier avec le Qatar la libération des otages et des prisonnierEs palestinienEs, mais en fait, le responsable militaire du Hamas est à Gaza, et personne ne sait où il se trouve précisément.

#### **Quel est leur objectif maintenant ?**

Le 7, l'objectif initial était que les combattants du Hamas aillent vers cette base militaire, et prennent des otages militaires pour les utiliser en vue de la libération de prisonnierEs palestinienEs. C'était ça, leur objectif. Mais comme ils ont ouvert un passage, et que beaucoup de GazaouiEs sont entréEs, ils ont fait des dégâts énormes. Ce n'est pas justifiable, mais il faut prendre en compte le contexte : quand des gens enfermés « se libèrent », qu'ils agissent de façon incontrôlée. La direction militaire a été débordée par des civils : ils sont rentrés en vélo, avec des animaux, des mobylettes... Ils ont été submergés par l'aspiration à sortir ; et voilà que dans les médias, on nous dit que le Hamas a égorgé, violé des femmes, alors que j'ai l'impression que ce n'était pas leur objectif du tout.

**Tu penses que la direction militaire voit une possibilité de résistance dans la guerre actuelle ? Gilbert Achcar explique que la résistance militaire ne peut pas gagner sans mobilisation internationale, mais l'inverse est sans doute vrai aussi : il faut une communauté d'objectifs pour une victoire.**

Je pense que la résistance va continuer, qu'Israël n'arrive pas à la détruire. Israël, dans toutes ses guerres, dit que son objectif est d'éradiquer le Hamas : en fait, ça veut dire détruire la population. Mais son objectif est aussi de ne pas écraser le Hamas, car ils ont besoin d'un ennemi.

**Et puis, ils n'ont pas choisi qui va gérer Gaza après la guerre. Ils aimeraient sans doute que ça soit une structure très bureaucratique qui gère.**

C'est ça. À mon avis, leur souhait, ce n'est pas Mahmoud Abbas, qui est grillé – même les Américains ne le veulent pas. Ils cherchent quelqu'un de son entourage pour le remplacer et prendre le contrôle sur Gaza. La direction politique du Hamas, c'est autre chose. Ils peuvent chercher un compromis, mais la direction de la résistance militaire

ne va pas accepter, sauf, peut-être, s'il y a vraiment des contreparties : la libération des ancienNEs prisonnierEs, des cadres politiques des organisations, les prisonnierEs malades, etc. C'est leur objectif principal.

La direction politique est complètement pourrie, mais la direction militaire du Hamas a compris qu'il faudrait aussi impliquer les autres courants, même s'ils sont très affaiblis, pour solidifier quelques acquis politiques. C'est pour ça qu'ils vont continuer à résister, même si, peut-être, il y aura quelque part un compromis, ou une trêve. Mais on ne peut pas prévoir ce qui va se passer, parce qu'on ne connaît pas les coulisses, les enjeux internationaux, la position des pays arabes, les objectifs de la direction politique du Hamas ni ceux de l'Autorité palestinienne.

Et puis, on est en train de parler de qui va prendre le pouvoir, alors que ça devrait être déterminé par les gens, par en bas. C'est vrai que c'est peut-être difficile de parler des élections aujourd'hui au sein des instances de l'OLP : le conseil national palestinien et le conseil législatif palestinien, mais nous souhaitons un processus démocratique. Cette guerre a bousculé, et va bousculer beaucoup de choses, donc on verra comment ça évolue.

### Est-ce que c'est exagéré de dire que la population a utilisé le 7 pour essayer de relancer un mouvement militant ?

Je ne pense pas que ce soit exagéré. Et c'est lié à ce qui se passe en Cisjordanie. Il ne faut pas oublier que c'est l'enjeu principal aujourd'hui. Et même l'avenir de la Palestine, globalement. Je pense

que ça va peut-être prendre du temps. Comme la Cisjordanie est bouclée, on ne peut pas se déplacer en dehors des villes, et des villages où nous habitons, donc il y a des manifestations locales contre le génocide en cours, en soutien à la résistance et aussi contre les colons et l'armée israélienne en Cisjordanie. Il y a une structure, le Comité de coordination des forces politiques et islamiques, qui appelle à des manifestations, mais ça ne ramène pas beaucoup de monde. Il y a aussi des jeunes qui appellent sur les réseaux sociaux, sans être organisés. D'habitude, quand c'est organisé, il y a un cadre, des personnalités qui arrivent, des représentants qui se mettent en tête, et des slogans bien encadrés. Mais là, ce n'est pas encadré : des gens arrivent et balancent des slogans ; parfois c'est pertinent, et parfois ce n'est franchement pas politique du tout. Quand on discute avec les jeunes pour leur proposer de s'organiser, ils et elles refusent, par crainte des désaccords qui pourraient alors émerger, et des questions de pouvoir. C'est dommage, parce que c'est maintenant qu'on pourrait dépasser le cadre actuel.

Par exemple, le jour de la visite de Macron, qui a révolté les gens ici contre la position de la France, contre Macron, il y a eu des réactions sur les réseaux sociaux. À 16h, il y avait un appel à se retrouver sur la place centrale de Ramallah, la place al-Manara. Des jeunes faisaient des pancartes en français sur la position de la France en utilisant Google Translation : « *Monsieur Macron, dégagez-vous* », mais aussi des pancartes pour la libération

de Georges Ibrahim Abdallah, avec notamment des jeunes qui ont fait des études en France.

À 17h, une autre manifestation a été appelée par toutes les forces politiques et par les familles des prisonnierEs pour réclamer leur libération. Donc tout ça est très divers. Il faut qu'on arrive à structurer ce mouvement alternatif. Est-ce que c'est la guerre à Gaza, et la suite, qui va bousculer les choses ? Est-ce qu'on va réussir à créer une nouvelle dynamique mettant au second plan l'ancienne génération ? Structurer, c'est notre rôle aussi, en tant que PalestinienNEs de la diaspora. On ne veut pas constituer un mouvement politique en France, on est dans les associations.

Dès qu'on avance politiquement sur le terrain là-bas, ça nous aide aussi à avancer nos positions, et ça aide le mouvement de solidarité à se solidifier.

### Est-ce que tu as quelques éléments sur l'état des organisations de la gauche radicale là-bas : en particulier, est-ce que le FDLP et le FPLP peuvent jouer un rôle positif dans cette situation ?

Historiquement, ces deux organisations sont de la gauche radicale, mais elles n'en font plus partie : le FPLP d'aujourd'hui n'est plus celui des années soixante-dix. Elles peuvent publier des déclarations, mais elles ont été intégrées aux institutions et, sur le terrain, elles sont très peu présentes. Aujourd'hui, il n'y a plus de mouvement structuré de la gauche radicale : il n'y a que des militantEs individuelLEs. Donc l'enjeu, c'est

vraiment de construire un mouvement militant qui soit en dehors de tout cadre politique déjà constitué et qui défende des positions plus larges : la fin du régime colonial, la revendication d'un État unique démocratique et laïque. Notre association fait partie de ce courant, autour de publication comme *One Democratic State* et *One Democratic Secular State*. □

**Propos recueillis par  
Antoine Larrache le  
5 décembre 2023**



Manifestation contre la venue du Secrétaire d'État étatsunion Antony Blinken à Ramallah. DR

Des centaines de Palestiniens sont descendus dans la rue pour dénoncer le bombardement de l'hôpital al-Ahli dans la ville de Gaza. DR

## Quelle solution en Palestine ?

PAR JOSEPH DAHER

Ce texte est extrait d'une brochure de Joseph Daher, à paraître aux Éditions La Brèche, qui retrace l'histoire du conflit, des mobilisations et avance des positions pour une solution.

**N**ous soutenons comme solution à la question palestinienne et la question juive: 1) le démantèlement de l'État colonial d'apartheid et d'occupation qu'est Israël, qui n'a apporté que souffrances à la population palestinienne et n'a jamais permis la sécurité à la population juive d'Israël et d'ailleurs, à l'encontre des assertions et de la propagande mensongère du gouvernement. 2) l'établissement d'un État démocratique, social et laïque dans la Palestine historique de 1948 pour toutEs (IsraélienNEs et PalestinienNEs) sans aucune forme de discrimination, dans lequel toutE palestinienNE, réfugiéE interne ou réfugiéE dans des pays étrangers, a le droit de retourner sur ses terres et sa maison d'origine d'où les PalestinienNEs ont été déplacés de force en 1948, 1967 et après.

En même temps, la libération de la Palestine doit être une reconstruction de la Palestine. Elle exige une révolution agraire permettant aux PalestinienNEs qui le désirent de récupérer leurs terres sans pour autant faire régresser l'agriculture actuelle et réduire celles et ceux qui la travaillent à la misère. Elle exige une planification économique et humaine permettant aux réfugiésEs de se libérer socialement sans expulser des millions de juifs/ves. Cela aussi fait partie des changements structurels que le colonialisme a provoqués. Plus généralement, cela doit également inclure un projet global de développement économique et de reconstruction pour garantir aux PalestinienNEs leurs droits sociaux et économiques. Toute tentative de les ignorer serait non seulement réactionnaire, mais aussi vouée à l'échec.

Du point de vue internationaliste, toute solution progressiste à la question de la Palestine passe par la reconnaissance du droit à l'auto-détermination nationale du peuple palestinien, le droit des réfugiés

de réintégrer leur patrie dans un cadre fédéral socialiste régional.

Comme le disait Léon Trotsky, «*la question juive ne sera pas réglée par le sionisme ou la création d'un État juif*». La question d'un État binational en Palestine, c'est à dire la reconnaissance de droits autonomes des juifs israéliens ou reconnaissance des juifs israéliens comme une entité nationale, ne pourra se faire qu'au moment où toutes les institutions sionistes auront disparu.

Défendre, aujourd'hui, le droit à l'auto-détermination des juifs israéliens, est soit réactionnaire, soit absurde: réactionnaire car cela revient à reconnaître la légitimité du colonialisme sioniste; absurde dans la mesure où une telle défense serait présentée comme une revendication, alors que les juifs sont en état non seulement de réaliser leur auto-détermination, mais aussi de refuser celle des Palestiniens.

Comme le disait le parti israélien d'extrême gauche Matzpen: «*Il ne s'agit pas du droit à l'auto-détermination des juifs israéliens dans le contexte actuel. Ce que nous discutons ici c'est le droit à l'auto-détermination dans le cadre de la révolution socialiste...*». En d'autres termes, il s'agit du droit à l'auto-détermination des juifs israéliens une fois le sionisme défait et l'État juif détruit. Mais ils ajoutent: «*Le droit à l'auto-détermination des Juifs Israéliens ne saurait limiter le droit au retour des Palestiniens*».

Ce n'est qu'à travers cette stratégie révolutionnaire régionale que nous pouvons envisager une solution qui passe par l'établissement d'un État démocratique, socialiste et laïc dans la Palestine historique, avec des droits égaux pour les peuples palestinien et juif, au sein d'une fédération socialiste à l'échelle du MOAN (Moyen-Orient et Afrique du nord).

Pour mettre en œuvre cette stratégie, les PalestinienNEs doivent forger une nouvelle

direction politique engagée dans l'auto-organisation par le bas au sein de la Palestine historique et de la région. Ils ne peuvent pas le faire seuls, mais doivent le faire en collaborant avec les socialistes d'Égypte au Liban, en Syrie, en Iran, en Turquie, en Algérie et dans tous les autres pays.

La tâche la plus importante pour ceux et celles qui sont en dehors de la région est de gagner la gauche, les syndicats, les groupes et mouvements progressistes à soutenir la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël.

La campagne BDS remet au centre des préoccupations du mouvement de solidarité avec la Palestine les droits fondamentaux du peuple palestinien:

1. mettre fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le mur;
2. reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue;
3. et respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiésEs palestinienNEs à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU.

En imposant ces objectifs aux institutions et aux entreprises des puissances impérialistes, en particulier les États-Unis, nous contribuerons à bloquer leur soutien à Israël et à d'autres régimes despotiques et à affaiblir leur emprise dans la région.

La libération de la Palestine passe donc par la libération de tous les peuples vivant sous les tyrans de Damas, Riyad, Doha, Téhéran, Ankara, Abu Dhabi, Le Caire, Amman, et les autres. Comme l'écrivait un révolutionnaire syrien depuis le plateau du Golan syrien occupé par Israël à l'été 2014, «*la liberté, un destin commun pour Gaza, Yarmouk et le Golan*». Ce slogan porte l'espoir d'une transformation révolutionnaire régionale, seule stratégie réaliste de libération. □